











ARMEMENT  
quoi?

RÉUNIE A PORT-VILA

La conférence du Pacifique sud réaffirme sa volonté d'obtenir la décolonisation totale

De notre envoyé spécial

Port-Vila. — La vingt et unième conférence du Pacifique sud (C.P.S.), qui regroupe les représentants des États et territoires du Pacifique, s'est achevée jeudi 29 octobre dans la capitale de Vanuatu. Les participants ont mis l'accent sur les problèmes de décolonisation et de démocratisation. Le premier ministre de Vanuatu, le pasteur Walter Lini, qui s'est révélé comme un des leaders de la conférence, a insisté sur la nécessité de mettre en valeur les ressources de la région afin de « devenir véritablement indépendants et autonomes » et de « faire passer face aux pressions et aux suprématies extérieures ».

« La C.P.S. a expliqué le pasteur Lini, doit jouer un rôle déterminant contre les rôles de « colonialisme », la région des océans, la région des océans, la région des océans... ».

rité, tant que tous les peuples du Pacifique ne seront pas tous libres, comme se le sera... La France, présente en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie et à Wallis et Futuna, était évidemment visée par ces déclarations. Toutefois, il est à remarquer que M. Dick Uhaiwe, vice-président du conseil de gouvernement de Nouvelle-Calédonie, a insisté sur la nécessité d'un dialogue avec la République de Vanuatu. M. George Solomani, qui a insisté sur la reconnaissance du « respect mutuel entre Mélanésiens ». M. Uhaiwe, interrogé à l'issue de cette entrevue sur une éventuelle indépendance de la Calédonie, a indiqué que « l'évolution du statut passant par une large consultation entre toutes les

tendances politiques du territoire, y compris les partis indépendants ». M. Walter Lini a estimé qu'il était « très positif » que la France ait « accepté une telle déclaration ». C'est une question de « respect mutuel » entre les deux parties. C'est une question de « respect mutuel » entre les deux parties. C'est une question de « respect mutuel » entre les deux parties.

ministères ainsi que l'immersion de débats radioélectriques dans le Pacifique. A la demande de nombreux membres de la C.P.S., il a aussi été étudié la possibilité d'une fusion entre ces organismes et le Forum du Pacifique, qui rassemble uniquement les pays indépendants. Aucun accord n'a pu se faire, mais il a été décidé de voir dans quelle mesure les deux organisations pourraient travailler de façon plus étroite. Enfin, les représentants de la conférence ont accepté une augmentation de leur participation au budget de 1982, ce qui permettra notamment l'organisation, en juin 1982 à Papoua, d'un colloque sur les énergies nouvelles. A noter que le budget s'est élevé cette année à 21 millions, dont 18 millions proviennent des contributions des métropoles ou des anciennes métropoles, comme l'Australie, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande, la France et le Royaume-Uni. Les actions de la C.P.S. sont essentiellement économiques et sociales mais les prises de position politiques n'y sont pas exclues.

JEAN-NOËL FÉRAUD.

L'aide du Programme alimentaire mondial au Vietnam est bloquée sous la pression des États-Unis

Le comité exécutif du Programme alimentaire mondial des Nations unies (P.A.M.), réuni à Rome, a adopté vingt-deux des vingt-trois projets de développement agricole qui lui étaient soumis pour un montant d'environ 210 millions de dollars. En revanche pour la seconde fois en moins de deux ans, le comité a rejeté un projet en faveur du Vietnam.

La première version d'un projet de construction de canaux d'irrigation au Vietnam s'était heurtée à l'opposition de l'Assemblée des pays donateurs, en raison de l'intervention vietnamienne au Cambodge et en dépit du fait que la Banque mondiale et d'autres institutions internationales avaient financé la construction de barrages de retenue constituant le gros œuvre des travaux. Contre la réouverture de la proposition, le secrétariat du P.A.M. le réduisit au cinquième de sa valeur initiale, soit 5 millions de dollars. Mais les États-Unis, soutenus par la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, le Canada, le Japon et la Thaïlande, après avoir multiplié les objections techniques, ont manqué de suspendre leur contribution au P.A.M. si le projet était adopté. Le

France qui, avec le Danemark, la Suède et la majorité des pays communistes et des pays en voie de développement, avait demandé l'exécution du projet a proposé un nouvel ajustement. Le discussion reprendra en septembre. En quatre ans, le Vietnam a reçu du P.A.M. une aide de 170 millions de dollars.

Le blocage de l'aide au Vietnam fait partie de la stratégie de menaces utilisées par l'administration Reagan pour faire payer à Hanoi le prix de son « agression » contre le Cambodge et de la menace qu'il ferait poser sur les autres pays d'Asie du Sud-Est.

P. de B.

CRÉATEURS D'ENTREPRISE  
EXPORTATEURS, INVESTISSEURS  
VOTRE SIÈGE A PARIS  
Londres, Jérusalem  
de 150 F à 350 F par mois  
Constitution de Sociétés  
GEICA 56 bis, r. de Louvre  
75002 Paris  
Tel. : 236-41-12 +

A TRAVERS LE MONDE

Hongrie

● UNE RÉUNION DU PACTE DE VARSOVIE A BUDAPESTE. — Une session régulière du conseil militaire du pacte de Varsovie s'est ouverte le jeudi 29 octobre dans la capitale hongroise.

Liberia

● LE PRÉSIDENT DOE a renvoyé, jeudi 29 octobre, son ministre des finances, le commandant Durney, auquel il reproche de « ne pas avoir suffisamment discuté » d'une accusation de fraude, portant sur 250 000 dollars, d'avoir mal géré son ministère. M. Alvin Jones, président de l'Église épiscopale du Liberia, lui succède. D'autre part, l'ancien ministre de la Justice, M. Ches Chensoo, aurait été arrêté après de la fraude financière au moment où il tentait de fuir le pays. Il avait été récemment démis de ses fonctions pour « conduite incompatible avec l'administration de la justice ».

Mozambique

● DEUX PONTS SUR LE FLUVEY PONGUE, qui marque la frontière entre le Mozambique et le Zimbabwe, ont été sabotés dans la nuit du mercredi 28 au jeudi 29 octobre. Selon l'agence portugaise de presse ANOR, les deux actions auraient été menées par le Mouvement de résistance du Mozambique, groupe d'opposition armée au régime du président Machel. Les ouvrages (l'un routier, l'autre ferroviaire) ont été partiellement détruits. Un oléoduc reliant le port de Beira au réseau d'oléoduc d'Orléans, au Zimbabwe, aurait été également touché. — (A.F.P.)

Namibie

● M. DIERE MUDGER, président du « Conseil des ministres » de Windhoek, s'est déclaré déçu par les dernières propositions du groupe de contact, après avoir rencontré, jeudi 28 octobre, les représentants des cinq pays occidentaux qui le forment (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale et Canada).

Yougoslavie

● RÉVOCACTION DE CINQ RESPONSABLES AU KOSOVO. — Pour renforcer le gouvernement de la province autonome et le rendre plus efficace, annonce un communiqué officiel, les responsables de l'information, de la communication et des prix, de la santé et de la politique sociale de l'économie et des relations avec l'étranger, ont été révoqués et remplacés. Il est précisé que les intéressés n'avaient eu aucune responsabilité, idéologique ou politique, dans les incidents provoqués par des nationalistes albanais en avril dernier et qui ont valu à deux cent trente-deux personnes d'être arrêtées pour leur participation présumée aux émeutes. — (Reuters)

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DÉPUS 220 F/mois (légion parisienne)  
VENTE DÉPUS 270 F/mois (sans support, ni caution)  
LIVRAISON DANS TOUTE LA FRANCE

26 MARQUES REPRÉSENTÉES

Grande jusqu'à 40 ans

Ouvert de lundi au samedi : 9 h à 19 h



75 005, AV. DE WAGRAM, 17°  
227-86-34 / 268-34-17

IBERIA

Pavion pour tous

tarifs Amigo\*

au départ de Paris  
des prix d'amis pour toute l'Espagne

Baléares	985 F
A-R Paris-Palma	
Canaries	1.930 F
A-R Paris Las Palmas	
Costa del sol	1.330 F
A-R Paris-Málaga	

1.110	1.015	1.075	1.300
1.085	1.310	1.100	1.045

\* Prix avec conditions spéciales d'application.  
Pour connaître les tarifs « Amigo » au départ de Bordeaux, Lyon, Marseille, Nice et Toulouse, consultez votre agent de voyages ou IBERIA

55%  
des Français  
souhaitent un  
examen d'entrée  
à l'université.

A QUOI SERT L'UNIVERSITÉ ?

Le sondage et le grand dossier, publiés dans Le Nouvel Observateur cette semaine, répondent une bonne fois à cette question et à d'autres aussi brutales. Les Français ont-ils raison de penser que l'Université donne une bonne culture générale ? Les patrons ont-ils raison de

préférer un diplômé des Grandes Ecoles à un titulaire de licence ? Les étudiants ont-ils raison de croire que leur formation universitaire ne leur servira jamais à trouver du travail ? Les Grandes Ecoles sont-elles nuisibles ? Ou, au contraire, l'Université est-elle définitivement inadaptée au monde moderne ? Cette semaine, Le Nouvel Observateur vous fera changer d'avis sur l'Université.

LE NOUVEL  
Observateur



**Vos yeux font confiance  
au n°1 de la TV et de la Vidéo.**

**Vos mains font confiance  
au n°1 de l'électroménager.**

**Vos oreilles peuvent faire  
confiance au n°1 de la Hi-Fi.\***

Rien d'étonnant si, en 1980, Darty est le N°1 Français de la Hi-Fi.

Chez Darty, tous nos clients ont l'assurance formelle de bénéficier :

Du prix Darty, un prix garanti par le remboursement de la différence.

Du choix Darty, offrant la possibilité de composer

plus de 1000 chaînes (chaînes à éléments séparés, micro-chaînes, chaînes compactes) dans toutes les gammes de prix.

De la garantie 2 ans gratuite Darty.

Alors en Hi-Fi, comme en télévision, vidéo et en électroménager, vous pouvez faire confiance à Darty.



**Darty le n°1 de la Hi-Fi.**

\* Darty 1<sup>er</sup> distributeur Français de TV, électroménager, Hi-Fi, vidéo. Source "La Distribution : ses coordonnées" édition 1981.

PARIS : 8 : DARTY-sous-le-Madeleine - 10 : 1, avenue de la République - 11 : 25 à 35, bd de Belleville - 13 : Centre Commercial "Galaxie" - Niveau 3 - 30, avenue d'Italie - 14 : Centre Commercial "Gothé Montparnasse" - 68, avenue du Maine - 15 : Front de Seine - Centre Commercial "Baugranelle" - 71, quai de Grenelle - 17 : 8, avenue des Ternes - 18 : 128, avenue de Saint-Ouen. RÉGION PARISIENNE : 78 : Orgeval : Centre Commercial "Art de Vivre" - Suresne - 78 : Paris 2 : Centre Commercial "Rutty 2" - Le Chesnoy - 91 : Les Ulis 2 : Centre Régional "Les Ulis 2" - Bures-sur-Yvette - 91 : Morsang-sur-Orge : Autoroute du Sud - Sortie Savigny - Direction Sainte-Geneviève-des-Bois - 51, rue de Montigny - 92 : Asnières : Carrefour des 4-Routes - 384, avenue d'Argenteuil - RN 309 - 92 : Châtillon : 151, avenue Marcel-Carlin - RN 308 - 92 : Boulogne : Pont de Sèvres - 122 bis, avenue du Général-Ledec - 92 : Puteaux : Centre Commercial "Les 4 Temps" - Neuilly 1 - Paris La Défense - 93 : Bagnelet : Porte de Bagnelet - Au pied du Noisetier - 40, avenue Gallieni - 93 : Bondy : 123-155, avenue Gallieni - RN 3 - 93 : Aubervilliers : Centre "Parillade" - Porte de la Villette - 6 bis, rue Émile-Raynaud - 93 : Noisy-le-Grand : Centre Commercial Régional "Les Arcades" - Marne-la-Vallée - 93 : Pierrefite : 102-114, avenue Lénine - RN 1 - 94 : Champigny : 10-12, avenue Roger-Solengro - La Fourchette - RN 4 - 94 : Créteil : Centre Régional "Créteil Soleil" - 94 : Thiais-Rungis : Centre Régional "Belle Épine" - RN 7 - 95 : Cergy-Pontoise : Centre Régional "3 Fontaines" - OISE : 60 : Beauvais : Centre Commercial "La Franc Marché" - 2 à 4, place du Franc-Marché - 60 : Compiègne : Centre Commercial de Compiègne-Nogent - 10, avenue de l'Europe. MARNE : 51 : Reims : Reims-Triquet : Zone artisanale du Moulin-de-l'Écaille - Route de Dormans. ET 29 AUTRES MAGASINS EN PROVINCE.





1



# L'EXONÉRATION DES ŒUVRES D'ART DE L'IMPOT SUR LA FORTUNE

## Marc Chagall: « Bravo, la France ! »

L'annonce, le lundi 9 octobre, à l'Assemblée nationale, de la décision du président de la République d'exonérer les œuvres d'art de l'impôt sur la fortune, a suscité de nombreuses réactions dans les milieux artistiques. Les messages personnels et collectifs de félicitations et de remerciements afflèrent à l'Elysée et au « Bravo la France ! », des syndicats d'artistes, des musées de France, du comité professionnel des galeries d'art, des antiquaires... Les commissaires-priseurs sont plus anacardes.

Mme Sylvie Boussac, commissaire-priseur, nous a déclaré : « Cette imposition des œuvres d'art favorisait la clandestinité.

### LES CONSERVATEURS DES MUSÉES : UN CHANGEMENT DE MENTALITÉ

Les conservateurs des musées nationaux ont réagi de cette façon, qui marque un choix culturel national bien affirmé, les œuvres d'art d'aujourd'hui sont devenues des œuvres d'art à part entière, et non plus de simples valeurs spéculatives. Elles permettent : 1) Une attitude positive à l'égard de l'art vivant par un encouragement à la création artistique ; 2) Une protection plus active du patrimoine ; 3) Une volonté de mentalité en encourageant au contraire les collectionneurs, petits et grands, et en les aidant à participer plus activement à l'accroissement et à l'enrichissement du patrimoine ; 4) L'annonce d'une nouvelle relation entre les musées, les artistes et les amateurs ; 5) La taxation des transactions permettra enfin de financer la spéculation.

### LES FRONTIÈRES DE L'ART ET DE L'ARTISANAT NE SONT PAS FACILES À DÉTERMINER

La décision prise par M. François Mitterrand d'exonérer les œuvres d'art de l'impôt sur la fortune a suscité de nombreuses réactions. L'administration fiscale n'est pas désemparée pour résoudre ce genre de problèmes dans des cas où, en l'absence de T.V.A., elle fait la différence entre l'artiste qui ne paie pas d'impôt indirect et l'artisan ou créateur qui le paie. C'est l'existence ou non d'une œuvre qui sort de l'œuvre. On peut donc penser que le nombre des objets produits sera un élément déterminant.

Mais la notion n'est pas un critère suffisant. La date de fabrication jouera également. Il est évident, par exemple, que M. Mitterrand considère l'art contemporain comme un art à part entière, et l'on peut s'expliquer ainsi, et que dans son esprit les œuvres d'artistes modernes seront exonérées de l'impôt sur les grandes fortunes. L'un est que la fiscalité sera très bien tracée, la limite entre l'artiste contemporain et l'artisan contemporain.

Cela, d'autre part, du mobilier, de l'orfèvrerie, de l'argenterie, etc. Une commodité ancienne signale sera exonérée. Mais un meuble moderne n'est pas un objet d'art et ne sera pas exonéré. Il est extrêmement difficile — voire impossible — de déterminer des règles à priori. C'est à la jurisprudence qui fera peser la balance sur les choses au cas par cas. L'administration centrale devra également préciser dans des instructions publiques les critères qui permettront de définir l'œuvre d'art. Cela afin que, dès le départ, soient réduites au maximum les incertitudes de frontières.

À l'évidence, l'impôt étant décaissé, il appartenait, dans un premier temps, aux contribuables de déterminer eux-mêmes ce qui, dans leur patrimoine, est œuvre d'art et ce qui ne l'est pas. C'est au fil des contestations et des réponses apportées par les commissions contentieuses que se dégageait une définition satisfaisante de l'œuvre d'art. — A. V.

Le Syndicat national usité des impôts estime que le champ d'application de l'impôt sur les grandes fortunes, tel qu'il apparaît après les amendements, fait perdre toute signification à cet impôt, en raison notamment de l'absence de possibilité de l'impôt de transit et de l'exonération sur les œuvres d'art.

bien plus normal qu'un pays le fasse. Ça ne paraît être une mesure extrêmement sage.

### « Une réaction saine »

Pour M. Daniel Gervin, président de la Foire internationale des arts plastiques : « La décision de la République a toujours marqué un intérêt pour la culture. Il a eu une réaction franche, saine, normale. C'était évident de pénaliser la spéculation. Ce ne sont pas des spéculateurs. Et ça concernait des œuvres de la part d'un gouvernement préoccupé de culture.

Difficile d'imaginer par la nature même des œuvres d'art, qui comme un objet, ne peuvent pas être considérées comme des œuvres d'art, mais comme des œuvres d'art, et les autres ; je parle de l'atmosphère qui se crée autour de l'œuvre d'art. Cette décision est complètement positive pour tous. Elle est une œuvre d'art en soi-même, car elle a été prise dans une question d'art.

« On n'arrête pas de parler de plaisir, nous a dit M. Karl Finck, directeur de la Foire internationale des arts plastiques. C'est une extraordinaire nouvelle qui arrange tout ce qui était compromis. L'augmentation de la plus-value sur les ventes, c'est pas grave. Ça ne concerne vraiment que les peintres morts, pas les jeunes artistes. Après tout, c'est

M. Jean Ziegler, secrétaire général de l'Union des artistes, note : « La première réaction des commissaires-priseurs est une réaction de soulagement. N'ont-ils pas été heureux de voir que l'on abandonne un projet qui allait étouffer le marché. Par contre, cette satisfaction s'accompagne d'une certaine réserve. Il semble qu'un anneau que les taxes sur les œuvres d'art venant en aide de la vente soient passées de 2,5 à 3 %, le gouvernement fasse attention à la taxe sur la plus-value qui ne touche que les vendeurs. Cette mesure nous semble en effet et avait été assez mal accueillie. Ça la portant à 3 % on risque d'écarter les vendeurs des salles de vente. »

### « Une mesure de justice sociale »

Le Syndicat national des artistes plasticiens (SNAP-C.G.T.) approuve sans équivoque et

comme une mesure de justice sociale la création d'un impôt sur les grandes fortunes.

« Assurer la matérialisation du travail de l'artiste de femmes et d'hommes, travail d'art, de culture, est une œuvre d'art, et nous défendons.

La section française de l'Association internationale des artistes (A.I.A.) a réagi, de la décision que vous venez de prendre concernant les œuvres d'art : la vie artistique en dépend largement. »

M. Guido Caputo, président du

Comité professionnel des galeries d'art, a adressé un télégramme à M. François Mitterrand pour le remercier de l'immense espoir qu'a suscité la décision d'exonérer les œuvres d'art de l'impôt sur la fortune.

Le Comité professionnel des galeries d'art, d'autre part, adressé un télégramme à M. Jacques Lang, ministre de la culture, le remerciant de la part prise par son ministère dans la décision d'exonérer les œuvres d'art et l'assurant de l'appui des galeries d'art pour une politique nouvelle en faveur de la création.

## CET OUTRAGE DOIT ÊTRE EMPÊCHÉ

On ligote les chiens pour les envoyer à l'abattoir



Nous ne vous présentons aucune excuse en ce qui concerne la publication d'un tel cliché. Nous nous devons de le faire. Aujourd'hui même, dans le Sud-Est asiatique, des chiens domestiques sont soumis aux cruautés les plus atroces. Volés ou même vendus par leurs propriétaires, ces malheureux animaux sont muselés avec des boîtes de conserves aux arêtes vives et leurs pattes avant sont violemment frocées sur leur échine puis sont ligotées. Ces animaux, dans des douleurs atroces, sont alors menés sur les marchés de rue ; ils seront massacrés vifs et ils seront mangés !

Le International Fund for Animal Welfare (Fond International pour la protection des animaux) est résolu à arrêter ces souffrances (ces chiens sont les mêmes que vos compagnons domestiques). Nous avons besoin de votre aide. Vos dons nous aideront à envoyer des équipes d'intervention sur place, nous aideront à acheter des médicaments, à mettre en œuvre les services vétérinaires locaux, nous tenterons même de trouver de bons maîtres pour les animaux auxquels nous prions secours. Nous sommes

résolus à mettre fin à cette pratique par les moyens légaux. Des discussions ont actuellement lieu avec les leaders politiques nationaux et locaux.

CHACUN JOUR, D'AUTRES CHIENS MEURENT DANS D'AFFREUSES CIRCONSTANCES. Plus votre aide sera rapide, plus notre assistance à ces victimes sans défense le sera.

Je souhaite participer à vos efforts de secours des chiens dans le Sud-Est asiatique. Obligez-moi d'un montant de F.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ IFNA2

Prérez de transmettre vos dons à : International Fund for Animal Welfare, Banque Transatlantique, 17 Boulevard Haussmann, Paris, Cedex 08.

## Tel Aviv: 5 jours sur 7.

Liaison sans escale en gros porteur. Départ de Paris du mercredi au dimanche à 9 h 45. 1850 F\*

Vous plaire, ça nous plaît

TWA

\*Tarif Loisirs aller/retour.



Le Monde

# société

## L'héritage des prisons

(Suite de la première page.)

De cette politique, résultat d'une philosophie de la sécurité de M. Grandet d'Etat, M. Alain Peyrefitte, était fait le champion, les débats n'avaient plus rien d'un enjeu du soir du 10 mai (le Monde du 20 juin). M. Jean Zaki, nouveau directeur de l'administration pénitentiaire, est le seul député de la majorité à avoir voté contre la loi. Il a même écrit, dans son journal, que la loi était une « erreur de jugement ».

Critique aux libérations à Prisons (1 000 pour 2 000 détenus) et aussi à l'Assemblée (1 000 sur 4 000), la loi est à l'évidence, devenue moins opportuniste pour ceux qui restent, détenus et surveillants. Ces derniers, qui étaient considérés depuis le 30 mai, ont repris, le 1<sup>er</sup> août, un service normal.

An 1<sup>er</sup> septembre, les prisons françaises ne comptent plus que 30 000 détenus. Mais il faut désormais tenter de se prémunir contre une nouvelle augmentation, comme l'explique M. Jean Zaki, conseiller technique au cabinet du garde des sceaux, chargé des problèmes pénitentiaires : « Outre la limitation de la détention préventive, il faut d'abord limiter les courtes peines d'emprisonnement, qui ne servent à rien sinon à déstabiliser, d'autant qu'elles sont le plus souvent exécutées longtemps après les faits. Lorsque le chiffre des détenus est de 40 000 environ, 120 000 personnes, passent par la prison chaque année. Parmi elles, on note une très forte proportion de condamnés à de courtes peines ; plus de 70 % sont inférieurs ou égaux à six mois d'emprisonnement. »

Seuls les magistrats peuvent limiter à ces insupportables limites en appliquant, comme la loi le permet, des substituts à l'emprisonnement (amendes, travail, retrait temporaire du permis de conduire, interdictions diverses).

Si les prisons cessent d'être

surpeuplées, elles n'en demeureront pas moins, pour la plupart, indigènes à ce qu'on imagine aujourd'hui comme une détention décente. La majorité des 140 établissements pénitentiaires français, en effet, datent de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Depuis 1900, 12 établissements neufs seulement ont été construits. Un groupe de travail sur les modalités d'extension des peines, réuni en 1978 sous la présidence de M. Jacques Paul, ancien député (R.P.R.), de l'Yonne, concluait dans son rapport au garde des sceaux, M. Alain Peyrefitte, de désaffecter, dans les plus brèves délais, 35 prisons.

L'administration pénitentiaire elle-même faisait remarquer que ce matériel vieillissant rendait impossible la réalisation des deux objectifs à l'origine assignés : « Assurer la sécurité publique en offrant des capacités d'accueil de détenus et assurer l'indivisionnalité des peines. » D'autant que les rares établissements récents ne donnent pas, eux non plus, satisfaction. Le géantisme de la maison de Fleury-Mérogis (Bonne) — prévue pour plus de 3 000 détenus — a été dénoncé de manière officielle avant même sa mise en service.

### Le travail pénal

Les établissements pour condamnés (maisons centrales et centres de détention), outre qu'ils sont trop peu nombreux, sont mal répartis sur le territoire national. Dans le Sud-Est de la France, notamment, rien n'est prévu pour les jeunes condamnés, que l'on doit transférer à Clermont (Sud-Rhône) ou à Loos-lez-Lille (Nord). Ils perdent ainsi le contact avec leur famille, ne reçoivent plus de visites, ce qui aggrave gravement leur avenir.

Un programme décennal (1980-1990) d'équipement pénitentiaire avait été adopté par M. Peyrefitte. Pour ce qui concerne l'aménagement et la rénovation, la nouvelle administration a même la poursuite. La politique de construction, en revanche, devra

être modifiée. « Nous ne ferons aucune construction qui ne soit absolument nécessaire », indique M. Zaki.

Conséquent que la vie pénitentiaire ne peut être agréable, que la prison est toujours le lieu d'un échec, le directeur de l'administration pénitentiaire voudrait cependant qu'elle cesse de punir et d'aggraver cet échec et que, comme la souhaite M. Zaki, « le temps passé en détention ne soit pas un temps de vie perdue ». « Pour cela, précise M. Zaki, il faut un autre horizon que la simple cellule d'une maison d'arrêt ou l'on ne fait rien, sauf tourner en rond. Il faut pouvoir établir un plan de vie, envisager un avenir, il faut donc pouvoir travailler. »

« Le travail pénal est, avec la surpopulation, le problème le plus grave auquel nous sommes à faire face », dit M. Zaki. La mauvaise qualité de ce travail (obligation pour les condamnés de dépanner en vain, depuis des années. Dans un rapport remis à la chancellerie en 1979, M. Jean-Pierre Ross, maître des requêtes au Conseil d'Etat, a dénoncé des profits excessifs faits par des entreprises privées sur le travail pénitentiaire (le Monde du 17 décembre 1979).

Trois catégories d'employeurs fournissent ce travail : environ quatre cents entreprises privées possèdent un contrat de concession avec l'administration pénitentiaire. Mal rémunérées — à un taux horaire moyen inférieur à la moitié du S.M.I.C. — ce travail est souvent de peu d'intérêt (emballage de papier, de flacons de lessive, etc.).

Le second employeur est l'administration pénitentiaire elle-même, qui affecte des détenus au service général, pour l'entretien et le fonctionnement quotidien des lieux. De tous les détenus qui travaillent, ils sont les plus mal payés. Ils espèrent du nouveau directeur, M. Zaki, une augmentation rapide d'un salaire qualifié d'« échelonné » par M. Ross. Il était de 5 à 21 francs par jour en 1978. Il est aujourd'hui de

8,50 francs par jour pour les emplois temporaires et de 10 à 24,50 francs pour les autres.

Un travail plus formateur — notamment la fabrication de mobilier — est offert, par la Régie industrielle des établissements pénitentiaires, organisme d'Etat, financièrement autonome. M. Zaki souhaite le développer. L'extension du travail pénal ne saurait se concevoir sans de réelles possibilités de formation professionnelle. C'est la deuxième tâche prioritaire que s'assigne le directeur de l'administration pénitentiaire. Pour les jeunes condamnés, deux centres existent : Clermont et Loos-lez-Lille. Leur conception semble toutefois devoir être modifiée. Une étude faite sur le devenir professionnel des jeunes détenus d'Orléans fait apparaître que la majorité d'entre eux ne travaillent pas. A leur sortie, dans le secteur d'activité pour lequel ils se sont formés.

Pour les adultes, on a fait quelques actions ponctuelles, comme un atelier d'information à Dijon (le Monde Dimanche du 21 décembre 1980). A l'hopital de Fleury-Mérogis, on a réalisé les premiers dentaires de tous les établissements pénitentiaires français, un atelier de formation de professionnels, qui accueillera quinze personnes par session, va ouvrir dans quelques mois. Ce ne sont que des pis-aller. M. Zaki souhaite la réalisation d'un plan d'ensemble, assurant une formation professionnelle diversifiée, ainsi qu'une généralisation de l'éducation et de l'alphabétisation en prison.

Pour mettre en place de telles structures, il faut d'abord de l'argent, ensuite aménager les modalités de détention, et en particulier améliorer les relations entre les surveillants et les détenus.

La encore, la formation professionnelle doit intervenir : celle des surveillants, cette fois. Il est nécessaire de les recruter à plus haut niveau et de prolonger leur scolarité. Actuellement, la formation comprend huit semaines à l'école de l'administration

pénitentiaire et cinq semaines dans un établissement. « C'est trop peu, estime M. Zaki. De plus, il faut prévoir et encourager chez les surveillants l'étude d'un métier, une langue, l'anglais, pour rompre l'isolement des détenus qui ne parlent que le français. » (1) Il y avait, en 1978, 1 000 surveillants, dont 3 200 algériens.

Ces aménagements souhaitables, voire indispensables, ne peuvent faire perdre de vue le caractère, par nature conflictuel, de la relation entre celui qui garde et celui qui est gardé. D'autant que se pose, de manière quotidienne, la question de la sécurité. Les solutions apportées jusqu'ici, l'insuffisance de gardiens de sécurité renforcés (Q.S.R.) et de gardiens de plus grande sécurité (Q.G.S.) et l'installation de portiques de détection d'objets métalliques à l'entrée des établissements, ont été très controversées.

### Une action quotidienne

En 1978, le nombre des phases de haute sécurité est passé d'un coup de tronc à deux cent-cinquante, puis à trois cents. Depuis lors l'effectif de ces quartiers a varié entre quatre-vingt-cinq et cent dix détenus. La moyenne étant soixante-quinze, ce qui, selon M. Zaki, est encore trop. Dans son livre, *Le Labyrinthe pénitentiaire* (1), il précise : « Si l'effectif, à tout prix, exprime par un chiffre maximum, aussi dérisoire soit-il, ce phénomène de la dégradation à prendre en considération à un moment donné, c'est tout au plus celui d'une émanation de condamnés que nous concernons. »

Si, à l'évidence, la sécurité de tous ceux qui entrent et vivent en prison doit être assurée, son obsession conduit à la prison de Fleury-Mérogis dans son dernier étage, les Chèques de la Loi (2).

Cette prison sans pré-évaluation et sans possibilité pour le détenu d'avancer, par son com-

portement, la date de sa sortie, l'administration précédente avait commencé de la mettre en place. On avait notamment abandonné certaines peines perpétuelles en vertu des décisions criminelles. Avant 1978, il y en avait plusieurs dizaines chaque année. Depuis 1978, il n'y en a eu qu'une seule, en 1980. Le nombre des détenus condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité est passé de 100 au 1<sup>er</sup> janvier 1976 à 335 au 1<sup>er</sup> mai 1981. De même les libérations conditionnelles de longueurs peines sont tombées de 1 147 en 1974 à 322 en 1980. « Plus cela se passe, M. Zaki, multiplie les risques de voir les condamnés entreprendre des actions désespérées d'une extrême gravité. »

Pour la nouvelle administration, qui souhaite vouloir donner aux détenus l'espoir d'un avenir, il semble clair que désigner des commissions et décrire une réforme pénitentiaire ne saurait être efficace. Changer la prison, explique M. Zaki, demande un effort quotidien, une action continue, avec comme principe fondamental que « tout se négocie ». Il faut rendre la parole aux détenus et que « l'économie des détenus soit une donnée permanente », précise M. Zaki : « Je ne me suis jamais posé la question de savoir si la loi pénale est favorable à priori à des condamnés à perpétuité, à cause du risque de celui, ajouté à l'Etat, on se réveille. »

Le discours sur la reconnaissance des détenus, leur écoute, la volonté de réinsertion sociale, a aussi été tenu pendant le précédent septennat, alors que la politique suivie allait dans le sens opposé. Désormais, les détenus sont écoutés devant les parloirs et les attendent, avec confiance peut-être, mais avec impatience sûrement, les premiers actes des nouveaux gouvernements.

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) Le Carcéral, 1980 (le Monde du 10 juin).  
(2) Alain Peyrefitte, Les Chèques de la Loi, Plon, 1981.

## TRAVAILLER FRANÇAIS A L'ETRANGER : UAP PROTEGE LES HOMMES PARTOUT DANS LE MONDE.



Exportier ses technologies, c'est bien sans doute. Mais il faut aussi que soient présents sur place les hommes qui vont les mettre en œuvre et à tous les niveaux : cadres, ingénieurs, techniciens, par exemple, une possibilité d'emploi sur cinq est offerte à l'étranger. C'est peut-être la bonne voie. En outre, faut-il que ces hommes, qu'ils soient, puissent bénéficier pour eux et pour leur famille de protections sociales équivalentes à celles qu'ils ont en France.

C'est une des tâches que s'est fixées l'UAP : mettre en œuvre dans le monde entier des garanties qui s'adaptent à leurs besoins en matière d'assurance et aux législations locales.

Et pour tous ces français hors de France, rester près des frontières, l'Assureur n°1.

**UAP**  
L'Assureur n°1







# INFORMATIONS « SERVICES »

## SERVICES PUBLICS

### Les factures d'E.D.F.-G.D.F.

Le gaz et l'électricité sont facturés ensemble sur un même document ; le service de la distribution est, en effet, commun aux deux énergies. Quels sont les grands principes de cette facture E.D.F.-G.D.F. dont la présentation complexe rebute bien des usagers ?

Tarif simple ou tarif avec heures creuses ? L'abonnement que l'on souscrit pour l'électricité est fonction de la puissance dont on a besoin. Le tarif simple ne fait pas de distinction dans la tarification de consommation. Le compteur n'a qu'un cadran et toute consommation est facturée au même prix. Pour le tarif heures creuses en revanche, un second cadran permet de tenir compte des heures creuses (1) et de la facture à un prix plus faible.

Le montant mensuel fixe du tarif avec heures creuses est toutefois plus important que celui du tarif simple. A condition de posséder un compteur bi-tarif, on peut passer d'un tarif à l'autre sans frais. Pour la gaz, les tarifs varient selon le niveau de consommation. Avant d'équiper son logement, il faut faire appel aux services locaux du Gaz de France ; après examen, ils indiqueront à l'usager le tarif le plus avantageux.

La relevé des compteurs s'effectue tous les quatre mois et dans certaines zones rurales où il n'est réalisé que tous les six mois. Si l'on est absent au moment du relevé (et que le compteur n'est pas accessible au dehors de l'habitation), l'usager peut remplir lui-même le relevé (en fait déposé par l'agent E.D.F. lors de son passage). Il est néanmoins indispensable que le relevé soit par intervalle (en général au moins une fois par an) effectué par les soins d'E.D.F.-G.D.F. A défaut, on peut demander un relevé spécial sur demande. Une pénalité s'applique au relevé de déplacement de l'agent E.D.F. est alors demandée à l'usager.

En l'absence de tout relevé, le montant est estimé d'après les consommations relatives intervenues après le relevé précédent. La facture intermédiaire, établie entre deux factures sur relevé, est systématiquement envoyée à l'usager dont le montant total annuel des factures d'électricité et de gaz dépasse : 1 600 francs hors taxes si le relevé de compteur est effectué tous les quatre mois ; 1 200 francs hors taxes si le relevé de compteur est effectué tous les six mois. Elle comporte le montant de la prime pour deux mois ainsi que le montant estimé des consommations excédentaires pour la période des deux mois précédents.

La facture suivante établie d'après le relevé des compteurs comporte alors le montant de la prime fixe calculée pour quatre ou six mois plus le montant des consommations excédentaires.

PHILIPPE DUMONT.

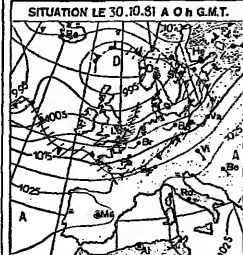
TIRAGE N° 43	
DU 28 OCTOBRE 1981	
8	9 15 25 40 48
NUMERO COMPLEMENTAIRE 18	

BONNUS DE GRILLES	
RAPPORT PAR GRILLE	
GAGNANTES	
6 BONNS NUMEROS	1 282 271,50 F
5 BONNS NUMEROS	113 141,60 F
5 BONNS NUMEROS	7 539,40 F
4 BONNS NUMEROS	142 210
3 BONNS NUMEROS	2 782 873
	9,00 F

PROCHAIN TIRAGE LE 4 NOVEMBRE 1981  
VALIDATION JUSQU'AU 3 NOVEMBRE 1981 APRES-MIDI

SECRÉTARIAT DE LA LOTERIE NATIONALE (11 rue de la République)

## MÉTÉOROLOGIE



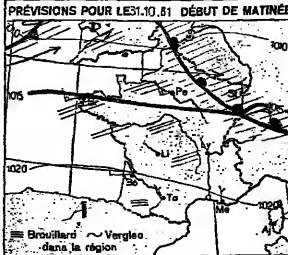
Prévisions probables du temps en France entre le vendredi 28 octobre à 6 heures et le samedi 31 octobre à 6 heures

L'air maritime relativement doux qui souffle du sud-ouest, est en partie dévié de la direction de la France. Par suite d'une hausse du champ de pression qui se développe sur la péninsule Ibérique, puis l'Espagne, la situation sera régulière sur les reliefs hors des deux dernières journées, mais avec des pluies intermittentes, plus ou moins abondantes, et quelques formations nuageuses et éclaircies partielles en direction de la France. Le temps sera très nuageux à couvert le dimanche, avec des précipitations d'intensité plus ou moins forte.

Les vents souffleront de l'ouest ; de secteur modéré près de la Manche et du Pas-de-Calais et faibles dans le Sud.

Le temps sera en général assez doux pour la saison, mais il sera un peu frais localement dans le Sud, en liaison avec les éclaircies, ainsi que très temporairement sur le Nord et le Nord-Est.

Températures (la première chiffre



Le vendredi 30 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau du mer était de 1012,5 mbars, soit 735,5 millibars de mer.

Températures (la première chiffre

indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 octobre ; la seconde minimum de la nuit du 30 au 31 ; la troisième, le minimum de la nuit du 31 au 1er novembre ; la quatrième, le maximum de la journée du 31 octobre ; la cinquième, le minimum de la nuit du 31 au 1er novembre ; la sixième, le maximum de la journée du 1er novembre ; la septième, le minimum de la nuit du 1er au 2 novembre ; la huitième, le maximum de la journée du 2 novembre ; la neuvième, le minimum de la nuit du 2 au 3 novembre ; la dixième, le maximum de la journée du 3 novembre ; la onzième, le minimum de la nuit du 3 au 4 novembre ; la douzième, le maximum de la journée du 4 novembre ; la treizième, le minimum de la nuit du 4 au 5 novembre ; la quatorzième, le maximum de la journée du 5 novembre ; la quinzième, le minimum de la nuit du 5 au 6 novembre ; la seizième, le maximum de la journée du 6 novembre ; la dix-septième, le minimum de la nuit du 6 au 7 novembre ; la dix-huitième, le maximum de la journée du 7 novembre ; la dix-neuvième, le minimum de la nuit du 7 au 8 novembre ; la vingtième, le maximum de la journée du 8 novembre ; la vingt-et-unième, le minimum de la nuit du 8 au 9 novembre ; la vingt-deuxième, le maximum de la journée du 9 novembre ; la vingt-troisième, le minimum de la nuit du 9 au 10 novembre ; la vingt-quatrième, le maximum de la journée du 10 novembre ; la vingt-cinquième, le minimum de la nuit du 10 au 11 novembre ; la vingt-sixième, le maximum de la journée du 11 novembre ; la vingt-septième, le minimum de la nuit du 11 au 12 novembre ; la vingt-huitième, le maximum de la journée du 12 novembre ; la vingt-neuvième, le minimum de la nuit du 12 au 13 novembre ; la trentième, le maximum de la journée du 13 novembre ; la trente-et-unième, le minimum de la nuit du 13 au 14 novembre ; la trente-deuxième, le maximum de la journée du 14 novembre ; la trente-troisième, le minimum de la nuit du 14 au 15 novembre ; la trente-quatrième, le maximum de la journée du 15 novembre ; la trente-cinquième, le minimum de la nuit du 15 au 16 novembre ; la trente-sixième, le maximum de la journée du 16 novembre ; la trente-septième, le minimum de la nuit du 16 au 17 novembre ; la trente-huitième, le maximum de la journée du 17 novembre ; la trente-neuvième, le minimum de la nuit du 17 au 18 novembre ; la quarantième, le maximum de la journée du 18 novembre ; la quarante-et-unième, le minimum de la nuit du 18 au 19 novembre ; la quarante-deuxième, le maximum de la journée du 19 novembre ; la quarante-troisième, le minimum de la nuit du 19 au 20 novembre ; la quarante-quatrième, le maximum de la journée du 20 novembre ; la quarante-cinquième, le minimum de la nuit du 20 au 21 novembre ; la quarante-sixième, le maximum de la journée du 21 novembre ; la quarante-septième, le minimum de la nuit du 21 au 22 novembre ; la quarante-huitième, le maximum de la journée du 22 novembre ; la quarante-neuvième, le minimum de la nuit du 22 au 23 novembre ; la cinquantième, le maximum de la journée du 23 novembre ; la cinquante-et-unième, le minimum de la nuit du 23 au 24 novembre ; la cinquante-deuxième, le maximum de la journée du 24 novembre ; la cinquante-troisième, le minimum de la nuit du 24 au 25 novembre ; la cinquante-quatrième, le maximum de la journée du 25 novembre ; la cinquante-cinquième, le minimum de la nuit du 25 au 26 novembre ; la cinquante-sixième, le maximum de la journée du 26 novembre ; la cinquante-septième, le minimum de la nuit du 26 au 27 novembre ; la cinquante-huitième, le maximum de la journée du 27 novembre ; la cinquante-neuvième, le minimum de la nuit du 27 au 28 novembre ; la soixantième, le maximum de la journée du 28 novembre ; la soixante-et-unième, le minimum de la nuit du 28 au 29 novembre ; la soixante-deuxième, le maximum de la journée du 29 novembre ; la soixante-troisième, le minimum de la nuit du 29 au 30 novembre ; la soixante-quatrième, le maximum de la journée du 30 novembre ; la soixante-cinquième, le minimum de la nuit du 30 au 1er décembre ; la soixante-sixième, le maximum de la journée du 1er décembre ; la soixante-septième, le minimum de la nuit du 1er au 2 décembre ; la soixante-huitième, le maximum de la journée du 2 décembre ; la soixante-neuvième, le minimum de la nuit du 2 au 3 décembre ; la septième, le maximum de la journée du 3 décembre ; la huitième, le minimum de la nuit du 3 au 4 décembre ; la neuvième, le maximum de la journée du 4 décembre ; la dixième, le minimum de la nuit du 4 au 5 décembre ; la onzième, le maximum de la journée du 5 décembre ; la douzième, le minimum de la nuit du 5 au 6 décembre ; la treizième, le maximum de la journée du 6 décembre ; la quatorzième, le minimum de la nuit du 6 au 7 décembre ; la quinze, le maximum de la journée du 7 décembre ; la seize, le minimum de la nuit du 7 au 8 décembre ; la dix-septième, le maximum de la journée du 8 décembre ; la dix-huitième, le minimum de la nuit du 8 au 9 décembre ; la dix-neuvième, le maximum de la journée du 9 décembre ; la vingtième, le minimum de la nuit du 9 au 10 décembre ; la vingt-et-unième, le maximum de la journée du 10 décembre ; la vingt-deuxième, le minimum de la nuit du 10 au 11 décembre ; la vingt-troisième, le maximum de la journée du 11 décembre ; la vingt-quatrième, le minimum de la nuit du 11 au 12 décembre ; la vingt-cinquième, le maximum de la journée du 12 décembre ; la vingt-sixième, le minimum de la nuit du 12 au 13 décembre ; la vingt-septième, le maximum de la journée du 13 décembre ; la vingt-huitième, le minimum de la nuit du 13 au 14 décembre ; la vingt-neuvième, le maximum de la journée du 14 décembre ; la trenteième, le minimum de la nuit du 14 au 15 décembre ; la trente-et-unième, le maximum de la journée du 15 décembre ; la trente-deuxième, le minimum de la nuit du 15 au 16 décembre ; la trente-troisième, le maximum de la journée du 16 décembre ; la trente-quatrième, le minimum de la nuit du 16 au 17 décembre ; la trente-cinquième, le maximum de la journée du 17 décembre ; la trente-sixième, le minimum de la nuit du 17 au 18 décembre ; la trente-septième, le maximum de la journée du 18 décembre ; la trente-huitième, le minimum de la nuit du 18 au 19 décembre ; la trente-neuvième, le maximum de la journée du 19 décembre ; la quarantième, le minimum de la nuit du 19 au 20 décembre ; la quarante-et-unième, le maximum de la journée du 20 décembre ; la quarante-deuxième, le minimum de la nuit du 20 au 21 décembre ; la quarante-troisième, le maximum de la journée du 21 décembre ; la quarante-quatrième, le minimum de la nuit du 21 au 22 décembre ; la quarante-cinquième, le maximum de la journée du 22 décembre ; la quarante-sixième, le minimum de la nuit du 22 au 23 décembre ; la quarante-septième, le maximum de la journée du 23 décembre ; la quarante-huitième, le minimum de la nuit du 23 au 24 décembre ; la quarante-neuvième, le maximum de la journée du 24 décembre ; la cinquantième, le minimum de la nuit du 24 au 25 décembre ; la cinquante-et-unième, le maximum de la journée du 25 décembre ; la cinquante-deuxième, le minimum de la nuit du 25 au 26 décembre ; la cinquante-troisième, le maximum de la journée du 26 décembre ; la cinquante-quatrième, le minimum de la nuit du 26 au 27 décembre ; la cinquante-cinquième, le maximum de la journée du 27 décembre ; la cinquante-sixième, le minimum de la nuit du 27 au 28 décembre ; la cinquante-septième, le maximum de la journée du 28 décembre ; la cinquante-huitième, le minimum de la nuit du 28 au 29 décembre ; la cinquante-neuvième, le maximum de la journée du 29 décembre ; la soixantième, le minimum de la nuit du 29 au 30 décembre ; la soixante-et-unième, le maximum de la journée du 30 décembre ; la soixante-deuxième, le minimum de la nuit du 30 au 31 décembre ; la soixante-troisième, le maximum de la journée du 31 décembre ; la soixante-quatrième, le minimum de la nuit du 31 au 1er janvier ; la soixante-cinquième, le maximum de la journée du 1er janvier ; la soixante-sixième, le minimum de la nuit du 1er au 2 janvier ; la soixante-septième, le maximum de la journée du 2 janvier ; la soixante-huitième, le minimum de la nuit du 2 au 3 janvier ; la soixante-neuvième, le maximum de la journée du 3 janvier ; la septième, le minimum de la nuit du 3 au 4 janvier ; la neuvième, le maximum de la journée du 4 janvier ; la dixième, le minimum de la nuit du 4 au 5 janvier ; la onzième, le maximum de la journée du 5 janvier ; la douzième, le minimum de la nuit du 5 au 6 janvier ; la treizième, le maximum de la journée du 6 janvier ; la quatorzième, le minimum de la nuit du 6 au 7 janvier ; la quinze, le maximum de la journée du 7 janvier ; la seize, le minimum de la nuit du 7 au 8 janvier ; la dix-septième, le maximum de la journée du 8 janvier ; la dix-huitième, le minimum de la nuit du 8 au 9 janvier ; la dix-neuvième, le maximum de la journée du 9 janvier ; la vingtième, le minimum de la nuit du 9 au 10 janvier ; la vingt-et-unième, le maximum de la journée du 10 janvier ; la vingt-deuxième, le minimum de la nuit du 10 au 11 janvier ; la vingt-troisième, le maximum de la journée du 11 janvier ; la vingt-quatrième, le minimum de la nuit du 11 au 12 janvier ; la vingt-cinquième, le maximum de la journée du 12 janvier ; la vingt-sixième, le minimum de la nuit du 12 au 13 janvier ; la vingt-septième, le maximum de la journée du 13 janvier ; la vingt-huitième, le minimum de la nuit du 13 au 14 janvier ; la vingt-neuvième, le maximum de la journée du 14 janvier ; la trenteième, le minimum de la nuit du 14 au 15 janvier ; la trente-et-unième, le maximum de la journée du 15 janvier ; la trente-deuxième, le minimum de la nuit du 15 au 16 janvier ; la trente-troisième, le maximum de la journée du 16 janvier ; la trente-quatrième, le minimum de la nuit du 16 au 17 janvier ; la trente-cinquième, le maximum de la journée du 17 janvier ; la trente-sixième, le minimum de la nuit du 17 au 18 janvier ; la trente-septième, le maximum de la journée du 18 janvier ; la trente-huitième, le minimum de la nuit du 18 au 19 janvier ; la trente-neuvième, le maximum de la journée du 19 janvier ; la quarantième, le minimum de la nuit du 19 au 20 janvier ; la quarante-et-unième, le maximum de la journée du 20 janvier ; la quarante-deuxième, le minimum de la nuit du 20 au 21 janvier ; la quarante-troisième, le maximum de la journée du 21 janvier ; la quarante-quatrième, le minimum de la nuit du 21 au 22 janvier ; la quarante-cinquième, le maximum de la journée du 22 janvier ; la quarante-sixième, le minimum de la nuit du 22 au 23 janvier ; la quarante-septième, le maximum de la journée du 23 janvier ; la quarante-huitième, le minimum de la nuit du 23 au 24 janvier ; la quarante-neuvième, le maximum de la journée du 24 janvier ; la cinquantième, le minimum de la nuit du 24 au 25 janvier ; la cinquante-et-unième, le maximum de la journée du 25 janvier ; la cinquante-deuxième, le minimum de la nuit du 25 au 26 janvier ; la cinquante-troisième, le maximum de la journée du 26 janvier ; la cinquante-quatrième, le minimum de la nuit du 26 au 27 janvier ; la cinquante-cinquième, le maximum de la journée du 27 janvier ; la cinquante-sixième, le minimum de la nuit du 27 au 28 janvier ; la cinquante-septième, le maximum de la journée du 28 janvier ; la cinquante-huitième, le minimum de la nuit du 28 au 29 janvier ; la cinquante-neuvième, le maximum de la journée du 29 janvier ; la soixantième, le minimum de la nuit du 29 au 30 janvier ; la soixante-et-unième, le maximum de la journée du 30 janvier ; la soixante-deuxième, le minimum de la nuit du 30 au 31 janvier ; la soixante-troisième, le maximum de la journée du 31 janvier ; la soixante-quatrième, le minimum de la nuit du 31 au 1er février ; la soixante-cinquième, le maximum de la journée du 1er février ; la soixante-sixième, le minimum de la nuit du 1er au 2 février ; la soixante-septième, le maximum de la journée du 2 février ; la soixante-huitième, le minimum de la nuit du 2 au 3 février ; la soixante-neuvième, le maximum de la journée du 3 février ; la septième, le minimum de la nuit du 3 au 4 février ; la neuvième, le maximum de la journée du 4 février ; la dixième, le minimum de la nuit du 4 au 5 février ; la onzième, le maximum de la journée du 5 février ; la douzième, le minimum de la nuit du 5 au 6 février ; la treizième, le maximum de la journée du 6 février ; la quatorzième, le minimum de la nuit du 6 au 7 février ; la quinze, le maximum de la journée du 7 février ; la seize, le minimum de la nuit du 7 au 8 février ; la dix-septième, le maximum de la journée du 8 février ; la dix-huitième, le minimum de la nuit du 8 au 9 février ; la dix-neuvième, le maximum de la journée du 9 février ; la vingtième, le minimum de la nuit du 9 au 10 février ; la vingt-et-unième, le maximum de la journée du 10 février ; la vingt-deuxième, le minimum de la nuit du 10 au 11 février ; la vingt-troisième, le maximum de la journée du 11 février ; la vingt-quatrième, le minimum de la nuit du 11 au 12 février ; la vingt-cinquième, le maximum de la journée du 12 février ; la vingt-sixième, le minimum de la nuit du 12 au 13 février ; la vingt-septième, le maximum de la journée du 13 février ; la vingt-huitième, le minimum de la nuit du 13 au 14 février ; la vingt-neuvième, le maximum de la journée du 14 février ; la trenteième, le minimum de la nuit du 14 au 15 février ; la trente-et-unième, le maximum de la journée du 15 février ; la trente-deuxième, le minimum de la nuit du 15 au 16 février ; la trente-troisième, le maximum de la journée du 16 février ; la trente-quatrième, le minimum de la nuit du 16 au 17 février ; la trente-cinquième, le maximum de la journée du 17 février ; la trente-sixième, le minimum de la nuit du 17 au 18 février ; la trente-septième, le maximum de la journée du 18 février ; la trente-huitième, le minimum de la nuit du 18 au 19 février ; la trente-neuvième, le maximum de la journée du 19 février ; la quarantième, le minimum de la nuit du 19 au 20 février ; la quarante-et-unième, le maximum de la journée du 20 février ; la quarante-deuxième, le minimum de la nuit du 20 au 21 février ; la quarante-troisième, le maximum de la journée du 21 février ; la quarante-quatrième, le minimum de la nuit du 21 au 22 février ; la quarante-cinquième, le maximum de la journée du 22 février ; la quarante-sixième, le minimum de la nuit du 22 au 23 février ; la quarante-septième, le maximum de la journée du 23 février ; la quarante-huitième, le minimum de la nuit du 23 au 24 février ; la quarante-neuvième, le maximum de la journée du 24 février ; la cinquantième, le minimum de la nuit du 24 au 25 février ; la cinquante-et-unième, le maximum de la journée du 25 février ; la cinquante-deuxième, le minimum de la nuit du 25 au 26 février ; la cinquante-troisième, le maximum de la journée du 26 février ; la cinquante-quatrième, le minimum de la nuit du 26 au 27 février ; la cinquante-cinquième, le maximum de la journée du 27 février ; la cinquante-sixième, le minimum de la nuit du 27 au 28 février ; la cinquante-septième, le maximum de la journée du 28 février ; la cinquante-huitième, le minimum de la nuit du 28 au 29 février ; la cinquante-neuvième, le maximum de la journée du 29 février ; la soixantième, le minimum de la nuit du 29 au 30 février ; la soixante-et-unième, le maximum de la journée du 30 février ; la soixante-deuxième, le minimum de la nuit du 30 au 31 février ; la soixante-troisième, le maximum de la journée du 31 février ; la soixante-quatrième, le minimum de la nuit du 31 au 1er mars ; la soixante-cinquième, le maximum de la journée du 1er mars ; la soixante-sixième, le minimum de la nuit du 1er au 2 mars ; la soixante-septième, le maximum de la journée du 2 mars ; la soixante-huitième, le minimum de la nuit du 2 au 3 mars ; la soixante-neuvième, le maximum de la journée du 3 mars ; la septième, le minimum de la nuit du 3 au 4 mars ; la neuvième, le maximum de la journée du 4 mars ; la dixième, le minimum de la nuit du 4 au 5 mars ; la onzième, le maximum de la journée du 5 mars ; la douzième, le minimum de la nuit du 5 au 6 mars ; la treizième, le maximum de la journée du 6 mars ; la quatorzième, le minimum de la nuit du 6 au 7 mars ; la quinze, le maximum de la journée du 7 mars ; la seize, le minimum de la nuit du 7 au 8 mars ; la dix-septième, le maximum de la journée du 8 mars ; la dix-huitième, le minimum de la nuit du 8 au 9 mars ; la dix-neuvième, le maximum de la journée du 9 mars ; la vingtième, le minimum de la nuit du 9 au 10 mars ; la vingt-et-unième, le maximum de la journée du 10 mars ; la vingt-deuxième, le minimum de la nuit du 10 au 11 mars ; la vingt-troisième, le maximum de la journée du 11 mars ; la vingt-quatrième, le minimum de la nuit du 11 au 12 mars ; la vingt-cinquième, le maximum de la journée du 12 mars ; la vingt-sixième, le minimum de la nuit du 12 au 13 mars ; la vingt-septième, le maximum de la journée du 13 mars ; la vingt-huitième, le minimum de la nuit du 13 au 14 mars ; la vingt-neuvième, le maximum de la journée du 14 mars ; la trenteième, le minimum de la nuit du 14 au 15 mars ; la trente-et-unième, le maximum de la journée du 15 mars ; la trente-deuxième, le minimum de la nuit du 15 au 16 mars ; la trente-troisième, le maximum de la journée du 16 mars ; la trente-quatrième, le minimum de la nuit du 16 au 17 mars ; la trente-cinquième, le maximum de la journée du 17 mars ; la trente-sixième, le minimum de la nuit du 17 au 18 mars ; la trente-septième, le maximum de la journée du 18 mars ; la trente-huitième, le minimum de la nuit du 18 au 19 mars ; la trente-neuvième, le maximum de la journée du 19 mars ; la quarantième, le minimum de la nuit du 19 au 20 mars ; la quarante-et-unième, le maximum de la journée du 20 mars ; la quarante-deuxième, le minimum de la nuit du 20 au 21 mars ; la quarante-troisième, le maximum de la journée du 21 mars ; la quarante-quatrième, le minimum de la nuit du 21 au 22 mars ; la quarante-cinquième, le maximum de la journée du 22 mars ; la quarante-sixième, le minimum de la nuit du 22 au 23 mars ; la quarante-septième, le maximum de la journée du 23 mars ; la quarante-huitième, le minimum de la nuit du 23 au 24 mars ; la quarante-neuvième, le maximum de la journée du 24 mars ; la cinquantième, le minimum de la nuit du 24 au 25 mars ; la cinquante-et-unième, le maximum de la journée du 25 mars ; la cinquante-deuxième, le minimum de la nuit du 25 au 26 mars ; la cinquante-troisième, le maximum de la journée du 26 mars ; la cinquante-quatrième, le minimum de la nuit du 26 au 27 mars ; la cinquante-cinquième, le maximum de la journée du 27 mars ; la cinquante-sixième, le minimum de la nuit du 27 au 28 mars ; la cinquante-septième, le maximum de la journée du 28 mars ; la cinquante-huitième, le minimum de la nuit du 28 au 29 mars ; la cinquante-neuvième, le maximum de la journée du 29 mars ; la soixantième, le minimum de la nuit du 29 au 30 mars ; la soixante-et-unième, le maximum de la journée du 30 mars ; la soixante-deuxième, le minimum de la nuit du 30 au 31 mars ; la soixante-troisième, le maximum de la journée du 31 mars ; la soixante-quatrième, le minimum de la nuit du 31 au 1er avril ; la soixante-cinquième, le maximum de la journée du 1er avril ; la soixante-sixième, le minimum de la nuit du 1er au 2 avril ; la soixante-septième, le maximum de la journée du 2 avril ; la soixante-huitième, le minimum de la nuit du 2 au 3 avril ; la soixante-neuvième, le maximum de la journée du 3 avril ; la septième, le minimum de la nuit du 3 au 4 avril ; la neuvième, le maximum de la journée du 4 avril ; la dixième, le minimum de la nuit du 4 au 5 avril ; la onzième, le maximum de la journée du 5 avril ; la douzième, le minimum de la nuit du 5 au 6 avril ; la treizième, le maximum de la journée du 6 avril ; la quatorzième, le minimum de la nuit du 6 au 7 avril ; la quinze, le maximum de la journée du 7 avril ; la seize, le minimum de la nuit du 7 au 8 avril ; la dix-septième, le maximum de la journée du 8 avril ; la dix-huitième, le minimum de la nuit du 8 au 9 avril ; la dix-neuvième, le maximum de la journée du 9 avril ; la vingtième, le minimum de la nuit du 9 au 10 avril ; la vingt-et-unième, le maximum de la journée du 10 avril ; la vingt-deuxième, le minimum de la nuit du 10 au 11 avril ; la vingt-troisième, le maximum de la journée du 11 avril ; la vingt-quatrième, le minimum de la nuit du 11 au 12 avril ; la vingt-cinquième, le maximum de la journée du 12 avril ; la vingt-sixième, le minimum de la nuit du 12 au 13 avril ; la vingt-septième, le maximum de la journée du 13 avril ; la vingt-huitième, le minimum de la nuit du 13 au 14 avril ; la vingt-neuvième, le maximum de la journée du 14 avril ; la trenteième, le minimum de la nuit du 14 au 15 avril ; la trente-et-unième, le maximum de la journée du 15 avril ; la trente-deuxième, le minimum de la nuit du 15 au 16 avril ; la trente-troisième, le maximum de la journée du 16 avril ; la trente-quatrième, le minimum de la nuit du 16 au 17 avril ; la trente-cinquième, le maximum de la journée du 17 avril ; la trente-sixième, le minimum de la nuit du 17 au 18 avril ; la trente-septième, le maximum de la journée du 18 avril ; la trente-huitième, le minimum de la nuit du 18 au 19 avril ; la trente-neuvième, le maximum de la journée du 19 avril ; la quarantième, le minimum de la nuit du 19 au 20 avril ; la quarante-et-unième, le maximum de la journée du 20 avril ; la quarante-deuxième, le minimum de la nuit du 20 au 21 avril ; la quarante-troisième, le maximum de la journée du 21 avril ; la quarante-quatrième, le minimum de la nuit du 21 au 22 avril ; la quarante-cinquième, le maximum de la journée du 22 avril ; la quarante-sixième, le minimum de la nuit du 22 au 23 avril ; la quarante-septième, le maximum de la journée du 23 avril ; la quarante-huitième, le minimum de la nuit du 23 au 24 avril ; la quarante-neuvième, le maximum de la journée du 24 avril ; la cinquantième, le minimum de la nuit du 24 au 25 avril ; la cinquante-et-unième, le maximum de la journée du 25 avril ; la cinquante-deuxième, le minimum de la nuit du 25 au 26 avril ; la cinquante-troisième, le maximum de la journée du 26 avril ; la cinquante-quatrième, le minimum de la nuit du 26 au 27 avril ; la cinquante-cinquième, le maximum de la journée du 27 avril ; la cinquante-sixième, le minimum de la nuit du 27 au 28 avril ; la cinquante-septième, le maximum de la journée du 28 avril ; la cinquante-huitième, le minimum de la nuit du 28 au 29 avril ; la cinquante-neuvième, le maximum de la journée du 29 avril ; la soixantième, le minimum de la nuit du 29 au 30 avril ; la soixante-et-unième, le maximum de la journée du 30 avril ; la soixante-deuxième, le minimum de la nuit du 30 au 31 avril ; la soixante-troisième, le maximum de la journée du 31 avril ; la soixante-quatrième, le minimum de la nuit du 31 au 1er mai ; la soixante-cinquième, le maximum de la journée du 1er mai ; la soixante-sixième, le minimum de la nuit du 1er au 2 mai ; la soixante-septième, le maximum de la journée du 2 mai ; la soixante-huitième, le minimum de la nuit du 2 au 3 mai ; la soixante-neuvième, le maximum de la journée du 3 mai ; la septième, le minimum de la nuit du 3 au 4 mai ; la neuvième, le maximum de la journée du 4 mai ; la dixième, le minimum de la nuit du 4 au 5 mai ; la onzième, le maximum de la journée du 5 mai ; la douzième, le minimum de la nuit du 5 au 6 mai ; la treizième, le maximum de la journée du 6 mai ; la quatorzième, le minimum de la nuit du 6 au 7 mai ; la quinze, le maximum de la journée du 7 mai ; la seize, le minimum de la nuit du 7 au 8 mai ; la dix-septième, le maximum de la journée du 8 mai ; la dix-huitième, le minimum de la nuit du 8 au 9 mai ; la dix-neuvième, le maximum de la journée du 9 mai ; la vingtième, le minimum de la nuit du 9 au 10 mai ; la vingt-et-unième, le maximum de la journée du 10 mai ; la vingt-deuxième, le minimum de la nuit du 10 au 11 mai ; la vingt-troisième, le maximum de la journée du 11 mai ; la vingt-quatrième, le minimum de la nuit du 11 au 12 mai ; la vingt-cinquième, le maximum de la journée du 12 mai ; la vingt-sixième, le minimum de la nuit du 12 au 13 mai ; la vingt-septième, le maximum de la journée du 13 mai ; la vingt-huitième, le minimum de la nuit du 13 au 14 mai ; la vingt-neuvième, le maximum de la journée du 14 mai ; la trenteième, le minimum de la nuit du 14 au 15 mai ; la trente-et-unième, le maximum de la journée du 15 mai ; la trente-deuxième, le minimum de la nuit du 15 au 16 mai ; la trente-troisième, le maximum de la journée du 16 mai ; la trente-quatrième, le minimum de la nuit du 16 au 17 mai ; la trente-cinquième, le maximum de la journée du 17 mai ; la trente-sixième, le minimum de la nuit du 17 au 18 mai ; la trente-septième, le maximum de la journée du 18 mai ; la trente-huitième, le minimum de la nuit du 18 au 19 mai ; la trente-neuvième, le maximum de la journée du 19 mai ; la quarantième, le minimum de la nuit du 19 au 20 mai ; la quarante-et-unième, le maximum de la journée du 20 mai ; la quarante-deuxième, le minimum de la nuit du 20 au 21 mai ; la quarante-troisième, le maximum de la journée du 21 mai ; la quarante-quatrième, le minimum de la nuit du 21 au 22 mai ; la quarante-cinquième, le maximum de la journée du 22 mai ; la quarante-sixième, le minimum de la nuit du 22 au 23 mai ; la quarante-septième, le maximum de la journée du 23 mai ; la quarante-huitième, le minimum de la nuit du 23 au 24 mai ; la quarante-neuvième, le maximum de la journée du 24 mai ; la cinquantième, le minimum de la nuit du 24 au 25 mai ; la cinquante-et-unième, le maximum de la journée du 25 mai ; la cinquante-deuxième, le minimum de la nuit du 25 au 26 mai ; la cinquante-troisième, le maximum de la journée du 26 mai ; la cinquante-quatrième, le minimum de la nuit du 26 au 27 mai ; la cinquante-cinquième, le maximum de la journée du 27 mai ; la cinquante-sixième, le minimum de la nuit du 27 au 28 mai ; la cinquante-septième, le maximum de la journée du 28 mai ; la cinquante-huitième, le minimum de la nuit du 28 au 29 mai ; la cinquante-neuvième, le maximum de la journée du 29 mai ; la soixantième, le minimum de la nuit du 29 au 30 mai ; la soixante-et-unième, le maximum de la journée du 30 mai ; la soixante-deuxième, le minimum de la nuit du 30 au 31 mai ; la soixante-troisième, le maximum de la journée du 31 mai ; la soixante-quatrième, le minimum de la nuit du 31 au 1er juin ; la soixante-cinquième, le maximum de la journée du 1er juin ; la soixante-sixième, le minimum de la nuit du 1er au 2 juin ; la soixante-septième, le maximum de la journée du 2 juin ; la soixante-huitième, le minimum de la nuit du 2 au 3 juin ; la soixante-neuvième, le maximum de la journée du 3 juin ; la septième, le minimum de la nuit du 3 au 4 juin ; la neuvième, le maximum de la journée du 4 juin ; la dixième, le minimum de la nuit du 4 au 5 juin ; la onzième, le maximum de la journée du 5 juin ; la douzième, le minimum de la nuit du 5 au 6 juin ; la treizième, le maximum de la journée du 6 juin ; la quatorzième, le minimum de la nuit du 6 au 7 juin ; la quinze, le maximum de la journée du 7 juin ; la seize, le minimum de la nuit du 7 au 8 juin ; la dix-septième, le maximum de la journée du 8 juin ; la dix-huitième, le minimum de la nuit du 8 au 9 juin ; la dix-neuvième, le maximum de la journée du 9 juin ; la vingtième, le minimum de la nuit du 9 au 10 juin ; la vingt-et-unième, le maximum de la journée du 10 juin ; la vingt-deuxième, le minimum de la nuit du 10 au 11 juin ; la vingt-troisième, le maximum de la journée du 11 juin ; la vingt-quatrième, le minimum de la nuit du 11 au 12 juin ; la vingt-cinquième, le maximum de la journée du 12 juin ; la vingt-sixième, le minimum de la nuit du 12 au 13 juin ; la vingt-septième, le maximum de la journée du 13 juin ; la vingt-huitième, le minimum de la nuit du 13 au 14 juin ; la vingt-neuvième, le maximum de la journée du 14 juin ; la trenteième, le minimum de la nuit du 14 au 15 juin ; la trente-et-unième, le maximum de la journée du 15 juin ; la trente-deuxième, le minimum de la nuit du 15 au 16 juin ; la trente-troisième, le maximum de la journée du 16 juin ; la trente-quatrième, le minimum de la nuit du 16 au 17 juin ; la trente-cinquième, le maximum de la journée du 17 juin ; la trente-sixième, le minimum de la nuit du 17 au 18 juin ; la trente-septième, le maximum de la journée du 18 juin ; la trente-huitième, le minimum de la nuit du 18 au 19 juin ; la trente-neuvième, le maximum de la journée du 19 juin ; la quarantième, le minimum de la nuit du 19 au 20 juin ; la quarante-et-unième, le maximum de la journée du 20 juin ; la quarante-deuxième, le minimum de la nuit du 20 au 21 juin ; la quarante-troisième, le maximum de la journée du 21 juin ; la quarante-quatrième, le minimum de la nuit du 21 au 22 juin ; la quarante-cinquième, le maximum de la journée du 22 juin ; la quarante-sixième, le minimum de la nuit du 22 au 23 juin ; la quarante-septième, le maximum de la journée du 23 juin ; la quarante-huitième, le minimum de la nuit du 23 au 24 juin ; la quarante-neuvième, le maximum de la journée du 24 juin ; la cinquantième, le minimum de la nuit du 24 au 25 juin ; la cinquante-et-unième, le maximum de la journée du 25 juin ; la cinquante-deuxième, le minimum de la nuit du 25 au 26 juin ; la cinquante-troisième, le maximum de la journée du 26 juin ; la cinquante-quatrième, le minimum de la nuit du 26 au 27 juin ; la cinquante-cinquième, le maximum de la journée du 27 juin ; la cinquante-sixième, le minimum de la nuit du 27 au 28 juin ; la cinquante-septième, le maximum de la journée du 28 juin ; la cinquante-huitième, le minimum de la nuit du 28 au 29 juin ; la cinquante-neuvième, le maximum de la journée du 29 juin ; la soixantième, le minimum de la nuit du 29 au 30 juin ; la soixante-et-unième, le maximum de la journée du 30 juin ; la soixante-deuxième, le minimum de la nuit du 30 au 31 juin ; la soixante-troisième, le maximum de la journée du 31 juin ; la soixante-quatrième, le minimum de la nuit du 31 au 1er juillet ; la soixante-cinquième, le maximum de la journée du 1er juillet ; la soixante-sixième, le minimum de la nuit du 1er au 2 juillet ; la soixante-septième, le maximum de la journée du 2 juillet ; la soixante-huitième, le minimum de la nuit du 2 au 3 juillet ; la soixante-neuvième, le maximum de la journée du 3 juillet ; la septième, le minimum de la nuit du 3 au 4 juillet ; la neuvième, le maximum de la journée du 4 juillet ; la dixième, le minimum de la nuit du 4 au 5 juillet ; la onzième, le maximum de la journée du 5 juillet ; la douzième, le minimum de la nuit du 5 au 6 juillet ; la treizième, le maximum de la journée du 6 juillet ; la quatorzième, le minimum de la nuit du 6 au 7 juillet ; la quinze, le maximum de la journée du 7 juillet ; la seize, le minimum de la nuit du 7 au 8 juillet ; la dix-septième, le maximum de la journée du 8 juillet ; la dix-huitième, le minimum de la nuit du 8 au 9 juillet ; la dix-neuvième, le maximum de la journée du 9 juillet ; la vingtième, le minimum de la nuit du 9 au 10 juillet ; la vingt-et-unième, le maximum de la journée du 10 juillet ; la vingt-deuxième, le minimum de la nuit du 10 au 11 juillet ; la vingt-troisième, le maximum de la journée du 11 juillet ; la vingt-quatrième, le minimum de la nuit du 11 au 12 juillet ; la vingt-cinquième, le maximum de la journée du 12 juillet ; la vingt-sixième, le minimum de la nuit du 12 au 13 juillet ; la vingt-septième, le maximum de la journée du 13 juillet ; la vingt-huitième, le minimum de la nuit du 13 au 14 juillet ; la vingt-neuvième,





## L'Amérique débarque dans la baie des Cochons

(Suite de la page 15.)

Le Zimbabwe socialiste s'ouvre à un tourisme peut-être encore vraiment socialiste.

ALAIN FAUJAS

(Suite de la page 15.)

Si, aujourd'hui, l'Etat cubain semble opter pour un essor définitif, il le doit surtout à l'avenue d'un groupe d'hommes discrets, membres-fondateurs de la Cimex Corporation, le seul holding international à travailler essentiellement pour La Havane.

Lire aventure vaut d'être comptée. Membres de la communauté de gauche sud-américaine, ces politiciens n'ont

d'affaires est réalisée avec Cuba. Dans le domaine du tourisme, d'abord. Lassé des méthodes « tropicales » et socialistes en cours dans les hôtels, le groupe obtient la gestion de plusieurs ensembles : il forme lui-même, à l'occidentale, son personnel, recruté dans les universités de La Havane ; il va créer son entreprise de cars, lancer une ligne aérienne depuis Paris ; il négocie les contrats avec American Express, crée une compagnie de

PHILIPPE. BOGGIO.

*Cette-Voyages propose d'abord plusieurs séjours de quinze jours dans les lieux de villégiature sur les côtes cubaines ; à Varadero (pension complète.*

4 900 francs); à Maratini (3 100 francs)).

**Delta-Voyages** organise aussi un circuit de quinze jours incluant la découverte de Cuba à des séjours en bord de mer. Quatre jours à La Havane, visite de la baie des Cochons, de Cienfuegos, ville portuaire du sud de l'île, de Trinidad, petite ville fondée par les Espagnols en 1555, puis séjour à Varadero. An départ de Luxembourg : 7 600 francs.

★ **Delta-Voyages**, 54, rue des Ecoles, 75005 Paris, tél. 339-21-17.

**AGENCES DE VOYAGES**  
Jet Tours et Touring-Va-

\* Africateurs et M.V.M. (toutes agences de voyages), Explorator, 16, place de la Madeleine, 100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092

Address \_\_\_\_\_

**Que le te**

81

## CARNETS DE FRANCE

## Les riches heures du Mans

« **A**UCUNE cathédrale ne permet de retrouver encore davantage de siècles d'architecture et aussi quelques événements et personnages importants de l'histoire de la France. La cathédrale Saint-Jacques de Compiègne est bien la seule cathédrale française où les strates de l'histoire se sont incrustées avec une continuité sur une aussi longue période. C'est pourquoi, au Moyen âge, de la fin du onzième au transport du quinzième, en passant par le chœur gothique, Un vrai tour d'histoire. C'est pourquoi, au dix-neuvième, fait avec la publication d'un ouvrage de 188 pages paru aux éditions Barge-Lavault sous le titre La cathédrale de Compiègne, André Mureaux, directeur du musée de Haute-Bretagne, spécialiste des cathédrales de l'Ouest,

Au premier coup d'œil, une telle situation, pourvue de telle justification, peut paraître favorable à l'ensemble des disparités. — En fait, le dialectique du contraste des parties et de l'unité de l'ensemble se dédouble très vite. Chacune des parties se trahit par ce qui existait, mais l'enrichit, en exalte les virtualités », explique André Muraud.

« Grand Mémoré », lui l'est devenue de par sa situation, d'abord : Le Mans est au centre d'une région carrefour, aux marges de la Normandie, du Grand Paris, de la Bretagne. C'est la cathédrale vouée à succéder les dominations, avant de consacrer les alliances. « Grand Mémoré » s'inscrit de l'affrontement personnel qui oppose le pouvoir temporel au pouvoir religieux, les évêques et le pouvoir politique du monastère.

Les évêques mérovingiens, « au qui veut souffler la mèche au feu de la révolte », ont été l'icône positive, l'affirmation d'une personnalité humaine face au pouvoir royal.

Leur puissance, les évêques du Mans se lement aussi de saint Julien, l'évêque fondateur, disciple des apôtres. Les raillures du saint Julien faisaient l'admiration des évêques, ils avaient les positions populaires et les retombées économiques. Or une querelle éclate entre l'évêque et le comte mancois, l'évêque se plaint de l'absence mail... et les boutiques se révoltent. Mais qu'un prêtre-temps fasse se dresser la peuple contre les richesses du clergé pendant une visite de l'évêque à Rome, et c'est la saint Julien que l'évêque doit en appeler pour restaurer l'unité. La cathé-

Geoffroi Plantagenêt, l'angevin, scelle l'alliance entre les prêtres catholiques et la puissance anglaise. Le roi d'Angleterre, Henri II, épouse la fille de Louis VII, Blanche de Castille. Le mariage est célébré à Reims, le 12 mai 1154. Le pape Innocent III, le 12 mai 1154, confirme le mariage. Le 12 mai 1154, le roi d'Angleterre, Henri II, épouse la fille de Louis VII, Blanche de Castille. Le mariage est célébré à Reims, le 12 mai 1154. Le pape Innocent III, le 12 mai 1154, confirme le mariage.

## Sur les pas de Lamartine

**OSQUE** Mo de Lammuzine  
Allait au pas de son aïeul  
de « Mily » sa terre natale  
un château de Saint-Pons surpasse  
le château de Saint-Genès  
le masquai pas de « arrie »  
pour une pieuse station dans la  
de Bérac-la-Ville, prieur cham-  
le château de Saint-Genès  
Cluny, Bédix au douzième siècle  
pour servir de résidence d'été  
abbé de Cluny, situé sur la  
comme qui s'élève jusqu'au point  
le château de Saint-Genès  
le château de Moynes fut  
complètement réédifié en 1740.  
La chapelle qui date du dou-  
zième siècle comme la grande  
abbatiale de Cluny doit sa célé-  
brité à son décor peint représentant  
la vie de saint Blaise, protecteur du vil-  
lage de Bérac et de sa région.  
en vire dialectales, décoré  
qui a été exécuté aux douzième et

[illegible]

D'un plan extrêmement simple avec une nef unique sur laquelle se greffe un chœur semi circulaire, la chapelle est entièrement décorée de fresques remarquables qui, outre les vies des saints protecteurs, présente au-dessus du chœur un Christ dans une mandorle entouré de saints et d'anges.

A partir de 1975 et jusqu'en 1980, des opérations de restauration se sont poursuivies inlassablement qui ont pu rendre leur éclat aux peintures du chœur, de l'avant-chœur et de la nef. Le nettoyage et la protection des fresques ont été réalisés selon les procédés les plus modernes et sous la surveillance de peintres.

« même », déclare un groupe de jeunes dont la plupart sont chômeurs et qui stationnent dans un des squares. Alors, il n'en a pas fallu plus pour que les jeunes prennent l'habitude de venir, indistinctement, à moto, labourer le green, par ailleurs piétiné avec plaisir par la population qui se rend, à par le chemin le plus court, à la base de loisirs romaines.

travaux de restauration. La dernière campagne de travaux qui date de cette année a permis, tout ce restituant aux fresques de B-72, presque tout leur éclat primitif, de mieux connaître la technique picturale de l'école clunisoise.

Il faut, une fois de plus, rendre hommage à la revue des Monuments historiques qui vient de publier un remarquable « titre à part » consacré à la chapelle aux Moines de Bern-la-Ville qui permettra la découverte dans un paysage romantique d'un premier état du magnifique décor peint, n'a probablement pas d'égal en France (1).

ANDRÉE JACOB.

Les responsables du terrain sont donc contraints de jouer aux endarmes. Convaincus, toutefois, de mener le bon combat pour placer le golf à la portée du plus grand nombre.

**DAMIEN RÉGIS.**

(1) *La Chapelle aux moines d'Évres-la-Ville*, 16 pages, photos, illustrations au couleur, 21 x 27 cm. Prix : 18 F. En vente à la Cahiers nationaux des monuments historiques et des arts, hôtel Sully, 82, rue Saint-Antoine. Pour ceux qui ne visitent qu'une partie : route de Cœur, à Mâcon (nationaux 79).

## Un golf à loyer modéré

**C**ONSIDÉREZ comme un test par la Fédération française de golf et comme un équipement sportif exceptionnel, dans une ville nouvelle, le golf public de Saint-Quentin-en-Yvelines inauguré le 30 octobre, vient aller à contre-courant de l'impact trop sélect que revêt, encore en France la pratique de ce sport de plein air.

Quatrième golf public français créé au sein même de la base de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines, ce golf est situé près de 600 hectares, le nouveau golf vient après ceux de Villersay et de Saint-Arnould, tous deux dans l'Essonne, et devrait permettre une réelle popularisation du

A proximité du lac de Saint-Quentin et de la R.N.13, là où il y a quelques mois encore subsistait une repoussante décharge publique, s'étendent maintenant 60 hectares de gazon arrosés par le réseau d'égouts grâce à une mise dans l'étang. Dix ans plus tard, la pratique d'entraînement des trois tours d'inflammation est en service depuis août. Le parcours de dix-huit trous, long de 5 800 mètres, sera prêt dès le mois d'avril.

En dépit des résultats financiers peu encourageants, la Fédération française de golf reste très

attachée au développement des golfs publics. Celui de Saint-Quentin répond à une demande importante venue des habitants de la région : « Les familles nombreuses ont, mais avec le nombre de jeunes moyens résidant dans la ville nouvelle.

Pourtant, c'est le grand public qui visent les responsables du nouveau golf. Les tarifs affichés sur le terrain sont de 10 francs en ténement. Le « baptême » qui comprend une leçon d'initiation, une heure avec présentation du sport et est donné à des groupes de 10 personnes au maximum, coûte de 30 francs pour les adultes et de 20 francs pour les enfants. « Nous voulons attirer les familles nombreuses », explique Jacques

physique se voient offrir baptême gratuit.

Un club-house avec vestiaire, douches et cafétéria ouvre d'instinct sur le parcouru. « Une sonde, effectuée récemment prouve que 56 % des Français ont un schaudier dans le frigo », précise Jacques Brel. Le golf, qui permet de marquer pendant plusieurs heures, est sport idéal pour ces amateurs grand est. »

À Saint-Quentin-en-Yveline le nouveau golf a été implanté face à un vaste ensemble H.L.M. où les cas sociaux, sans nombre, y ont vu une véritable provocation. « Une inégalité

« Les responsables du terrain nous ont donc contraints de jouer aux échecs », déclare un groupe de joueurs dont le ping-pong sort chèrement et qui stationnent dans un coin des squares. Alors, il n'en a pas fallu bien longtemps pour que les joueurs prennent l'habitude de venir, indistinctement, à moto, labourer le green, par ailleurs mêlé avec les autres par la population qui se rend, à par le chemin le plus court, à la base de loisirs rognée.

Les responsables du terrain nous ont donc contraints de jouer aux échecs. Convaincus, toutefois, de mener le bon combat, ils ont placé le golf à la portée d'un plus grand nombre.

DAMIEN RÉGIS.

(1) La Vieillesse, 18 pages, photographies illustrées en couleurs, 21 x 21 cm, 120 francs. Ce livre est le fruit d'une collaboration internationale des monuments historiques français et de ses amis, hôtel Sullivan, et de la ville de New York. Il est dédié à la mémoire du père de la photographie, Nicéphore Niépce, et à la mémoire de son fils, Louis-Jacques-Mandé, qui fut le premier à photographier la France (1).

## Que le temps passe vite...

[illegible]

**KI**



**à partir de  
3840<sup>00</sup>**

**CHARMEU**

**VACANCES A NAIROBI**

Une offre exceptionnelle destinée à  
réserver d'indépendance.

Libre de vos heures et de vos activités  
électrons depuis Nairobi, la Kenye

*\*Départs groupés.*

Notre bureau à Nairobi est

Pour plus amples renseignements, co

**Visite AF**

Voyage effectué sur vol

LES AFR

**NY**



**S**

UN  
Dix jour  
Nairobi  
faucun  
de sé  
Vous a  
une voi  
"dép

...illiers et vous assistera tout au long de vo  
...otre agent de voyages ou découvrez le bo

**CA Service**  
**Alitalia**

**7A**



**à partir de 7490F**

**LUVAGE**

MIMÉRIE DE SAFARI ET SÉJOUR  
Avant de découvrir depuis  
un émouvant parade de la  
savane avec possibilité  
à Montbasse.

à votre disposition  
avec chauffeur.

gîte.

saïenz.

pour

Par téléphone : 06 90 24 32 32  
Mail : [7a@7a-safari.com](mailto:7a@7a-safari.com), net : [www.7a-safari.com](http://www.7a-safari.com)  
7A et 7B rue Oudin 05 78 10 52 24 32 32  
Paris - Marseille

LES



**Pays de tourisme par excellence, le Mexique vous offre,  
un passionnant voyage à travers le paysage et l'histoire...**

Ce fut l'ère précolombienne avec ses mystérieuses civilisations qui ont laissé d'impressionnantes vestiges, Olmèques, Toltèques Mayas, Aztèques... Vint ensuite l'époque coloniale et son héritage de palais baroques, d'églises richement ornées comme celle de Santa Prisca à Taxco, et enfin l'explosion du Mexique actuel dont le fleuron est la capitale, Mexico, avec ses larges avenues, ses parcs ombragés et ses musées renfermant aussi bien d'innombrables trésors de ce passé fabuleux que de frappants exemples de l'art contemporain - sans oublier Guadalajara, grande ville moderne qu'à sa guirlande de palmiers relient des routes bordées de nombreuses palmiers. Certaines destinations incontournables sont Acapulco, Puerto Vallarta, Mazatlan, Cancun; d'autres plus sauvages offrent leurs immenses étendues de sable fin, bordées de végétation tropicale : Ixtapa-Zihuatenejo, Careyos ou celles de la Basse Californie. Toute une gamme d'hôtels et de restaurants où vous pourrez goûter les spécialités mexicaines. Dans ce pays accueilli, vous trouverez une hospitalité chaleureuse comme le soleil.

**Gilbert L. Lafuze**

**Le Mexique est moins cher que vous ne le pensez.  
Consultez notre Agent de Voyages  
De nombreux vols quotidiens relient l'Aéroport au Mexique**

SEMINARIO DE TURISMO - MEXICO NACIONAL DE TURISMO - EXPOSICION INTERNACIONAL DEL TURISMO - EL MUNDO EN UN DIA  
MEXICO ESPECIAL AL MUNDO - EL MUNDO EN UN DIA  
GRAN INFORMACION POR LA RADIO, RA, EL SEMEJO Y TODAS LAS TV. - EXPOSICION INTERNACIONAL DEL TURISMO

**mexique** multiple et divers

☐ Pour recevoir notre documentation, veuillez retourner ce coupon à :  
 Service Informations de Tourisme Mexique  
 54, avenue George V, F-75008 Paris

Nom \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_







## L'ÉTONNANTE RÉSISTANCE DE KORTCHNO

(Huitième partie du match  
de championnat du monde  
Merano, 1961)  
Blancs : A. KARPOV  
Noirs : V. KOETCHNOI

---

Voir en page 14  
la dixième partie.

LE CHAMPION  
DU MONDE

## PREMIER VALEMENT

F. L. M. St-Jacques, Paris. M.  
29 septembre 1941. Teurnois ma-  
à 21 heures, lundi, jeudi et sam-  
à 15 heures.

MOTS CROISÉS  
N° 169

Horizontalement  
I. Pour lui, à croupetons con-  
sistent mieux qu'acroupi. — II.  
Légataire Rit jaune. — III. Tou-  
chez juste. Un sang impur.  
— IV. On n'y est pas toujours da-  
vantage. Ancienna petite fille. — V.  
Sépare une omission. Du nouveau  
avec eux, à l'ouest plutôt qu'à  
l'est. Le nouveau, nigaud.  
— VI. Bouche. — VII. Eau. Baragichi.  
— VIII. Not quand on le jette. Donn-  
appetit. On finit le repas. Re-

## ANA-CROISÉS (★)

Horizontallement  
1. AABILRU. -- 2. ERTORS

**JOGGING** (si vous voulez

l'un WALKER, qui a subi une transformation  
 lexicale; WISEBONE (1), qui en forme de brachet  
 philologues rapprocherait ce  
 de WISPEP ou WISPEP, deux autres  
 autrui/ans au brachet; entre ces  
 personnes qui s'attachent  
 à leur nom, il y a une personne  
 plus long voyant sans  
 exautes; GROUPE (du  
 naine - ou du group); CHICAG  
 (du *chicago* *mejicmo*, nom  
 canin notons entre les  
 qui n'est d'angle-saxonne  
 leur; CIBISTE, ad  
 GIE, étude des lyms (O.F.C.  
 unidentified living objects,  
*suisse*).

NOTES  
 (a) P.I.L. 31: rempli par  
 locutionnel sur *ju* et  
 (b) P.I.L. 31 (mellanch)  
 (c) Place des vau de sole sur  
 clait. (d) De verbière-vo  
 appuier sur *3* WAF? Rép  
 note (h). (e) Sorte de

(f) Papier filtre; solo de H. D.

note (d) : LIPIER, 12

Résultats : 1. Espingard, 2. Piat, 1021; 3. Julien roichkine, 1018.

● Pentascrabble de M. J. Fourrier (Marseille) : A. PREV - CEELETO - ADDI GIKNET ? - AALRTU.

Deux solutions, l'une points, l'autre à 701 points.

MICHEL CHARLEMAGNE

★ Prière d'adresser toute pondance concernant cette revue à M. Charlemagne, F.F.S.C., 1, des Frères, 76283 Paris.

3. LENTEUR (ELURENT). -  
ATRABILE (BLATERAL E

MERA. — 6. QUIETUDE. —  
 ASPERITE (ESPERAIT, PE  
 RAIT, FESTIVAL, PETER,  
 PIETÉ, PIRATES, RE  
 TAIT). — 6. SEMELLE. —  
 CHANOINE. — 10. INGRA  
 (AGIRENT, GANTIER, G  
 NITE, GRATINE, GRENA  
 INGERAT INTEGRA.  
 GNAIT). — 11. CEILLETS. —  
 UTILETÉ. — 12. OSTRAC

14. RELIGIONAT — 15

GLAIEUL. — 18. INCENSE  
19. ARRATEUR. — 20. A  
TEUR. — 21. STANDARD.  
POUSSINE (EPUISONS).  
IRANEN. — 24. MIE  
(MAILLET). — 25. IMM  
— 26. LIERRES (TRARIS  
SERER). — 27. LOUSTIC (T  
TILS). — 28. ANESSIS (A  
NES).

MICHEL CHARLEMA

هكذا من الأصل



## CINÉMA

**« LE FAUSSAIRE », UN FILM DE VOLKER SCHLOENDORFF**

# La mort, comme une habitude

(Suite de la première page).

Cette rupture, pense-t-il, va permettre de voir clair dans le conflit qui l'oppose à sa femme, et débrouiller l'inextricable échveau qui sont devenues leurs rapports.

En finir avec les incertitudes, les  
embêtements, les faux-semblants. Plus  
être dupe de soi-même et de  
l'autre, ne plus risquer de prendre  
pour une vraie vie une vie de faux.

Georg le besoin de tuidité, de loyau intellectuelle, Georg l'éprouva parment dans l'exercice de son métier. Quand il arriva à Beyrouth, il onnaid la situation que ce qu'il confères en tout d'il. S'il sympathia, d'instinct, avec les Palestiens, c'est « parce qu'ils sont les faibles ». Mais il sait que problème est infiniment complexe, mais, malgré ee « manie allemande toujours vouloir distinguer le bons et les méchants, il lui sembla difficile de porter un jugement équilibrable. Il envia le photographe qui accompagne (Jerzy Skolimowski) lui » la chance de ne voir que ce qu'il veut, c'est à moi qu'il a réservé la doute. »

Le doute, un des maîtres du film, qui tire sur qui dans cette ville ? Qui a raison et qui a tort ? Où sont les bourreaux, où sont les victimes ? De quel côté de la ligne de mort - se situent les vrais responsables ?

Jour et nuit, et plus d'une fois, en péril de sa vie, Georg observe et se renseigne. Des phalangistes qu'il

l'avient capturé lui expliquent qu'ils sont les détenus du monde occidental. Au milieu de ses cédres - une belle - un notable chrétien déclare : « Nous ne voulons pas nous laisser assassiner par l'histoire. » De l'autre côté, les Palestiniens dénoncent, preuves à l'appui, les crimes commis par leurs adversaires. Fuyilles massacrées, formes, et ces enfants de chéris - un vieillard qui n'a pas besoin des photos que lui propose un commerçant français (Jean Carmet, visqueux : à souhait) pour se convaincre de l'omniprésence de l'horreur. Horreur que chacun justifie en proclamant que la vérité - la vérité - doit vaincre. La vérité l'a de multiples vaincus. Seuls les

Peur et honte dans la filin. Georges  
à renversé à Beyrouth une amie amie  
à mands qui, vove d'un Arabe, habitait  
une belle maison miraculeusement  
préservée. Dès le soir de leur re-  
contre, elle devint (ou redevenait)  
ma chère amie (merveilleux)  
Hans Schlegel, qui depuis long-  
temps souhaitait adopter un enfant,  
entraîne Georges dans un orphelinat  
où tenu par des religieuses catholiques.  
A cause de son mariage avec une  
musulmane, les bédouins ne le  
considèrent pas comme chrétien. Mais il  
y a là un nourrisson abandonné, une  
lèvre mourante « certainement pas-  
sée chez nous ». Bientôt à préciser la  
sœur qu'on veut bien lui remettre.  
Traité avec une cruauté glaciale.

UN ENTRETIEN AV.

Es-tu à même de l'arrêter que Georg refuse de suivre ses collègues, lorsque ceux-ci décident de plier bagage ? C'est possible. A moins qu'il n'ait pressenti qu'il lui restait encore un acte à accomplir pour parachever son enquête. Pendant le bombardement, Georg est retenu dans sa fuite par un vieillard qui s'est abattu sur lui et la cloche au col. Afin de se libérer, Georg poignarde le vieillard. Réflexe de défense, geste désolé qui, brusquement, transforme en protagoniste du drame, en complice de la peur et de la violence, la voyeur profes-

George maintenant peut partir.  
Ariane en aime un autre, et aucun  
discours, aucun témoignage, ne lui  
permet jamais mieux de comprendre le  
maître du Seyrouth que son propre  
crime. « Je n'ai plus à m'informer de  
la falaise, je la partage. » D'ailleurs,  
en Allemagne, en Europe, qui se  
soucie du Liban ? Ce ne sont pas  
des cadavres, c'est de la « politi-  
que » que les lecteurs réclament.  
Aussi, quand on lui demande quelle  
est la longueur de son « papier »,  
George hausse-t-il les épaules :  
quelques lignes à peine.

Sa femme l'attend chez lui, Georg n'a jamais expédié la lettre que tout au long de son absence il n'a cessé de lui écrire. La vie, comme on dit, va reprendre ses droits. Etreintes et querelles alternées. Les petites faiblesses quotidiennes. Tout est à

Voilà un beau film, dur et rugueux, sans concessions esthétiques, ni de la moindre complaisance. Il intègre minutieusement l'ensemble des données biographiques d'un individu à un drame difficile. Volker Schlöndorff est maître dans ce domaine. La réussite du film réside aussi dans la manière dont il peut-être même la dépense dans la mesure où la métaphore littéraire se place ici au reportage à chaud, l'actualité vécue. Schlöndorff est un homme qui, de tous les domaines, a une connaissance et une expérience dangereuses. Il fallait ce danger pour que la réalité soit présente à l'écran, que les scènes prises sur le vif soient authentiques les scènes reconstituées. C'est aussi la raison pour laquelle il n'est même revenu le feu de artifices se distingue de celui des ombres, la ville-cinéma, elle, insoumise à la présence, et l'on se souvient d'un chef leur propre rôle, qui sont les figures du film.

Résoit tr. gique. Une fois encore les  
ria et le fureur. La raison violée par  
fanatisme, la justice bafouée au  
de la justice. Beyrouth, certes,  
mais au-delà de Beyrouth, toutes les  
ités du monde où règne l'épouvan  
Et cet homme qui se voule  
siste, s'enfonçant dans la nuit...  
omme son héros, Volker Schlöndorff  
regards, décrit, s'interroge sur la  
gnification profonde de toute cette  
se. Sa démarche est passionnante.  
on film, exemplaire.

**JEAN DE BARONCELLI.**

## UN ENTRETIEN AVEC LE RÉALISATEUR

**« Nous ne comprenons rien à la marche du monde »**

chaises, sans la seconde  
absconction. Les scènes, comme  
sculptées par le ponce d'un statu-  
aire, suggèrent le cycle de  
l'existence humaine, du début  
original jusqu'à ce dernier souf-  
fle que nous exhalons un jour et  
qui nous entraîne tout relâché  
dans l'Intériorité.

Intériorité, l'œuvre est un  
tout étroit par des danses d'une  
élasticité et d'une technique in-  
imaginable, attir nous incantant  
dans une atmosphère d'extase  
mystique de la troupe du XX<sup>e</sup> siècle.  
Seuls accessoires de scène : un  
tableau noir, des chaises, des  
nos femmes chaises qui étaient  
le leitmotiv des premiers bal-  
lets, des chaises et du Jérôme  
de 1850.

Le tout est soutenu par l'at-  
mosphère émanante de Bonis,  
cette musique pour piano, ces  
harmonies, ces rythmes, ces  
musiques métallurgiques du troi-  
sième militaire qui barbant  
l'œuvre, nous entraînent dans  
le rythme de la chorégraphie. Bon-  
is avec Béjart : gentie sem-

OLIVIER MERLIN.

« N'avez-vous pas, après  
Tambour, l'intention de tou-  
ner un film sur le mur de  
Berlin ? »

Oui, c'était même un projet de France, avec un titre : *L'hommme sur le mur*. Je l'avais entrepris avec Peter Schneider, la scène se jouait au *Contrepoint dans la tôle*, à Reinhardt Hauff. Et puis, à un moment donné, j'ai vu Roshdy Zaki, j'ai proposé de l'engager. C'était d'ailleurs de faire la mise en scène et le tournage commença sur moi le 15 décembre. Je ne me sentais pas capable de réaliser un film sur Berlin. Je n'étais pas vraiment préoccupé par le problème de la division de l'Allemagne. Cela aurait été comme un peccuni. Je voulais que je tourne ailleurs.

— Pourquoi le Liban, Beyrouth ?

[illegible]

que je préférais réaliser une adaptation du *Faustberg* et j'ai cessé de travailler avec lui.

« Je n'ai pas plus de liens avec le monde arabe qu'avec l'Égypte ou l'Algérie. J'ai donc, je le suis, un rôle spécialement attiré par le monde arabe, mais je me suis retrouvé dans le personnage de Georg Laschen, inventé par Nicolas Born. Cet intellectuel européen, « plein » de bonne volonté pour comprendre les problèmes du monde et qui, au lieu de s'occuper des autres, une façon d'échapper à lui-même, se pouvait être moi. Laschen m'a troublé dans son rapport avec la paix, sa maison, sa femme, son pays, dans son besoin de se rendre sur les champs de bataille.

« Je pensais reconstituer le

[illegible][illegible][illegible]

Propos recueillis par  
**JACQUES SICHER.**

Tous les bridgeurs,  
débutants  
comme champions,  
savent que les  
VRAIS livres de  
bridge sont signés  
**JAÏS - LEBEL**

---

**230 000**  
exemplaires

---

**EDITIONS DU ROCHER**

### Morale d'une

— Comment peut-on réaliser son film de guerre dans la guerre ?

— Ah ! la question inévitable... Il n'y a pas toujours la guerre à Beyrouth, partout. Cela peut arriver dans un quartier, et ailleurs il ne se passe rien. Mais la réponse à la question est dans le regard pris du film. Ici, le scénario, les caméras, à la main, sont de cadres approximatifs, aucun document emprunté à la réalité (sauf les photos de massacres qui circulent). J'ai fait en sorte que mon film ressemble le plus possible à une fiction. Il n'y a plus d'autorités au Liban, donc pas d'autorisations à deman-

se en scène  
er : il n'y a pas d'interdictions  
plus. Le film a été préparé des  
mois à l'avance, répété, concerté  
a été tourné en décors réels,  
imágenes, avec du matériel d'ar-  
ficiers pour les fusillades, les  
ombardements et les incendies.  
ans une période de calme relatif,  
a mis en scène de ces décors  
sels pour me faire travailler  
equisse puisque les événements  
u Faouassat se situent en jan-  
ier 1976. C'est, de toute façon,  
re reconstitution. J'aurais pu  
éciser les dates mais la réalité  
rait redevenue quelque chose  
n était passé et sur quoi on  
arait pu mettre des équivalents.  
e, j'ai voulu que ce film soit

OLYMPIC ENTREPOT  
LA PAGODE

LES ENRACINÉES

avec l'illustration  
de HAZARD

un film d'André MAROS  
et Alain DESDOUY

© 1984

GÉRARD DEPARDIEU  
FANNY ARDANT casts

# LA FEMME D'A CÔTÉ

un film de  
FRANÇOIS  
TRUFFAUT

U.G.C.-OPERA - GAUMONT-AMBRASSADE - FORUM-CINEMA  
STUDIO DE LA HARPE - OLYMPIC-ENTREPOT - 7 PARNASSIENS

## SPECTACLES

CAMERA D'OR CANNES 1981  
**DESPERADO CITY**  
un film de VADIM GLOWNA  
MERCREDI 4 NOVEMBRE

ROBERT DE NIRO ROBERT DUVAL  
**SANGLANTES CONFESSIONS**  
MERCREDI 4 NOVEMBRE

U.G.C. BIARRITZ - LES MONTARNOS - U.G.C. ROTONDE-MONTARNASSE - CAMEO  
U.G.C. OPERA - U.G.C. ODEON - RAGINE - NISTRAL - MARYVILLE - U.G.C. OBELIS  
MAGASIN-CONVENTION - 3 MURAT - 14-JUILLET-BAUGRENNELLE - 14-JUILLET-BASTILLE  
CYRANO Versailles - CARREFOUR Paris - ARTES Mague - ARTES Cinéma  
FRANCAIS English - U.G.C. Confians - VELIZY 2 - 9 DEFENSE-4 TEMPS

CLAUDE BRASSEUR JACQUES DUTRONC  
NATHALIE BAYE  
**L'OMBRE ROUGE**  
UN FILM DE ANDREA FERREOLI  
UN FILM DE JEAN-LOUIS COMOLLI

GAUMONT AMBRASSADE, v.o. - IMPERIAL PATHE, v.o. - QUINTETTE PATHE, v.o.  
LES PARNASSIENS, v.o. - PAGODE, v.o. - OLYMPIC BALZAC, v.o.  
14-JUILLET BASTILLE, v.o. - 14-JUILLET BAUGRENNELLE, v.o.

En première partie « LA RIVIERE DU HIBOU », de Robert ENRIQO

Un film de CARLOS SAURA  
**NOCES DE SANG**  
Un chef-d'œuvre.  
Un spectacle inoubliable.  
HUMANITE DIMANCHE  
LE JOURNAL DU DIMANCHE  
La Beauté à l'état brut.  
FIGARO MAGAZINE  
Sublime !  
PREMIERE  
Une œuvre exceptionnelle.  
LE POINT  
BODAS DE SANGRE  
d'après l'œuvre de  
FEDERICO GARCIA LORCA

### théâtres

#### LES SPECTACLES NOUVEAUX

Feytaud, Labiche, Chastellain :  
Compagnie Beaubourg (272-  
01-70), 20 h.  
Feytaud, Labiche, Chastellain :  
Compagnie Beaubourg (272-  
01-70), 20 h.  
Feytaud, Labiche, Chastellain :  
Compagnie Beaubourg (272-  
01-70), 20 h.  
Feytaud, Labiche, Chastellain :  
Compagnie Beaubourg (272-  
01-70), 20 h.

#### Les salles subventionnées

Palais des Sports (Opéra) (232-40-30),  
20 h. 15 : Carmen.  
Salle Parnassien (232-40-30), 20 h. 30 :  
Pierrot lunaire (opéra aux pupes).  
Comédia-Française (236-10-30),  
20 h. 30 : Andromède.  
Odéon (232-30-30), 20 h. 30 : Médée.  
Feytaud, Labiche, Chastellain :  
Compagnie Beaubourg (272-  
01-70), 20 h. 30 : La Mort de  
Danton.  
Feytaud, Labiche, Chastellain :  
Compagnie Beaubourg (272-  
01-70), 20 h. 30 : La Mort de  
Danton.  
Feytaud, Labiche, Chastellain :  
Compagnie Beaubourg (272-  
01-70), 20 h. 30 : La Mort de  
Danton.

#### Les autres salles

Antenne (207-75-31), 20 h. 30 : Po-  
tence.  
Arto-Ribault (287-25-23), 20 h. 45 :  
Princesse Baraka.  
Antenne-Théâtre (232-36-31), l'Occi-  
dant.  
Antenne (207-75-31), 20 h. 30 : Po-  
tence.  
Arto-Ribault (287-25-23), 20 h. 45 :  
Princesse Baraka.  
Antenne-Théâtre (232-36-31), l'Occi-  
dant.

#### Petit Montparnasse

**UN DIBOUK**  
« Deux comédiens bouleversants qui  
nous rappellent que nous n'avons pas  
été seulement créés pour mourir mais  
pour vivre. »

#### BOHINO

**MAXIME LE FORESTIER**  
« Les deux héros de la série, Maxime  
et Forestier, sont deux personnages  
qui ont été créés pour vivre mais  
pour mourir. »

#### KENZ

**medée d'Euripide**  
mise en scène :  
Jean Gillibert

#### ODEON THEATRE NATIONAL

**medée d'Euripide**  
mise en scène :  
Jean Gillibert

#### GAUMONT AMBRASSADE - U.G.C. DANTON - U.G.C. CAMEO

il faut aller voir **LES MATOUS** parce que c'est rigolo

DANS 40 CINEMAS DE PARIS ET PERIPHERIE (VOIR LIGNES PROGRAMMES)

CRÉDITS À L'ARTISTE PRÉSENTANT

**BELMONDO LE PROFESSIONNEL**

Un chef-d'œuvre.  
Un spectacle inoubliable.  
HUMANITE DIMANCHE  
LE JOURNAL DU DIMANCHE  
La Beauté à l'état brut.  
FIGARO MAGAZINE  
Sublime !  
PREMIERE  
Une œuvre exceptionnelle.  
LE POINT

Chaque mercredi  
chez votre mar-  
de journaux.

Chaque mercredi  
chez votre mar-  
de journaux.

Chaque mercredi  
chez votre mar-  
de journaux.

Chaque mercredi  
chez votre mar-  
de journaux.

Chaque mercredi  
chez votre mar-  
de journaux.

Chaque mercredi  
chez votre mar-  
de journaux.

Chaque mercredi  
chez votre mar-  
de journaux.

Chaque mercredi  
chez votre mar-  
de journaux.

Chaque mercredi  
chez votre mar-  
de journaux.

Chaque mercredi  
chez votre mar-  
de journaux.

Chaque mercredi  
chez votre mar-  
de journaux.

Chaque mercredi  
chez votre mar-  
de journaux.

Chaque mercredi  
chez votre mar-  
de journaux.

#### LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées)

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 30 octobre

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.  
Donner (231-40-30), 21 h. : La Vie  
est trop courte.

#### La danse

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.

Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Opéra.  
Opéra-Musée (231-40-30), 21 h. 30 :  
Dance sacrée de l'Op









Le Monde

# équipement

## Architecture, la grande et l'autre

Il ne saurait y avoir, selon le président de la République, de « grande politique » pour la France sans une grande architecture qui marque son époque. Ces propos ont été rapportés, à l'issue du conseil des ministres du mercredi 28 octobre par M. Pierre Bérégovoy, secrétaire général de l'Elysée. M. Mitterrand a aussi constaté que « les grands modèles d'architecture ont souvent été recherchés à l'étranger », et il souhaite qu'un effort national soit entrepris pour que « chacun retrouve le goût du beau ».

Le discours n'est pas nouveau. M. Valéry Giscard d'Estaing ne disait pas autre chose, à l'UNESCO, en décembre 1977, dans une interview au Nouvel Observateur, en septembre 1980. La différence porte sans doute sur la nature de cette « grande architecture » que les présidents, l'un après l'autre, appellent de leurs vœux.

Depuis quelques années, en effet, on parle d'architecture, eu égard du cercle restreint des professionnels. On en parle beaucoup, dans les écoles, dans les concours. Et parfois, on en fait ici et là, des bâtiments donnent à espérer un renouveau de la création, née d'une sagesse de l'inspiration, nourrie de retrouvailles avec l'histoire. Sans cesser de tous les jours du post-modernisme, qui a tué moins le mérite de précéder que la tyrannie moderniste est ébranlée, les architectes font enfin preuve d'imagination et de fantaisie. Ce qu'ils attendent des pouvoirs publics, c'est un peu de confiance, d'encouragement, de suite dans les idées : des clairs

tiers à la suite des concours, par exemple. Mais voilà que, tout en priant des déclarations solennelles sur la nécessité d'une « grande architecture », les nouveaux gouvernements prennent, en catimini, des dispositions qui inquiètent, dérangent et désorganisent, avant même que de nouvelles pratiques soient possibles.

En adressant, dès le 1<sup>er</sup> septembre, une lettre personnelle aux directeurs de l'équipement, M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, voulait faire réfléchir ces fonctionnaires sur leur rôle et leur précision les limites que doit avoir, à ses yeux, l'intervention de l'administration à l'égard de ceux qui demandent un permis de construire. Le souci du ministre était pleinement nourri de son expérience d'ancien élu et de l'engagement des administrés soumis à des contrôles successifs et parfois contradictoires. Mais il semblait prendre le contre-pied des tentatives faites depuis plusieurs années d'insérer la préoccupation architecturale dans les pratiques administratives.

« Il me paraît contraire au bon sens et à l'esprit de décentralisation de continuer à privilégier la préoccupation architecturale dans les pratiques administratives. L'une, politique, qui entend l'organisation de l'espace commun par référence au pouvoir politique et social. L'autre, économique, qui, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle distingue le rôle de l'architecte des responsabilités de l'entrepreneur, sans en avoir épuisé toutes les conséquences. La troisième, d'ordre esthétique, par laquelle l'architecture est le fait d'un acte nécessaire — un besoin social — et un acte volontaire — la création

MICHEL CHAMPENOIS.

## POINT DE VUE

## L'ordre est mort, vive les architectes !

Par JEAN-CLAUDE RIBAUT (\*)

architecturale. Comme toute création, le geste architectural s'inscrit dans un dialogue culturel, à la fois par référence aux constructions du passé et en écho à la culture du temps, à la musique et à la littérature d'aujourd'hui.

Cette dimension esthétique et culturelle — qui place l'architecte au même rang que les autres créateurs de formes, de sons ou de mots — laquelle il devrait apporter avant qu'il ne se livre à l'acte de construction, est par les officiels de la profession, leur action n'est fondée que sur une réponse aux contraintes réglementaires dans un laboratoire face-à-face entre eux et l'Etat. Le statut de profession libérale leur paraît cette réponse.

C'est que, dans le contact bourgeois où ils se placent, elle assure cette indépendance passive qui justifie la notoriété. De ce point de vue l'organisation en ordre, quoi qu'il en soit, apporte une profonde satisfaction à ceux qui se préoccupent plus d'être ou de paraître que de faire. Il est frappant de constater que le débat entre architectes porte plus souvent sur la profession que sur le métier, car le métier implique la création. La profession n'exige que le respect d'un code.

Il faut aujourd'hui définitivement inverser l'approche des problèmes de l'architecture. C'est autour de leur place dans l'ensemble des processus de création qu'il faut désormais orienter les réflexions. Le statut de l'architecte, qu'il soit public ou privé, ne peut être qu'individuel ; qu'il soit seul, intégré à une équipe ou agent public, la responsabilité de l'architecte ne peut être que personnelle. Il ne peut dépendre des seules règles administratives ou économiques qui régissent la construction. Pour s'affranchir de ces contraintes, il doit se voir reconnaître le statut de créateur.

Or les problèmes de l'architecture ne sont pas distincts de ceux que rencontrent et que tentent de résoudre l'écrivain, l'homme de théâtre, le réalisateur de cinéma, qui ont à concilier les mêmes contraintes sociales, économiques et culturelles. Pour les écrivains, le Centre national des lettres, pour les auteurs, l'aide au théâtre, créée par André Malraux, et pour les metteurs en scène, de cinéma, l'avance sur recettes sont des outils de régulation et la première condition du maintien d'un secteur de la création en France.

Sans l'Opéra de Paris et les festivals subventionnés par les municipalités, l'art lyrique ne serait plus dans

notre pays qu'une lointaine survivance. Pour l'architecture rien de tout cela n'exista ; l'architecture pour le public est une langue morte.

Le parti socialiste a eu, semble-t-il, l'idée à plusieurs reprises d'un grand concours national de la création architecturale dont la vocation serait un peu celle du C.N.R.S. pour la recherche scientifique. La volonté de l'Etat à l'égard de l'architecture doit s'inscrire dans un tel cadre qui pourrait être financé, comme l'est le Centre national des lettres par les éditeurs, au moyen d'une contribution des constructeurs.

L'Institut français d'architecture pourrait utilement explorer cette voie. C'est celle qu'attendent de nombreux jeunes architectes impatients non pas tant d'accéder à la commande qu'à la faculté de créer. D'ailleurs, qu'on ne s'y trompe pas, les exigences massives d'un enseignement architectural de qualité ne créent le décalage entre les préoccupations administratives de ceux qui, aujourd'hui, prétendent parler au nom des architectes et les exigences créatrices des nouveaux diplômés. Alors supprimer l'ordre ? Pour eux il est déjà mort.

(\*) Architecte.

## Faits et projets

### LA C.G.T. CRITIQUE LE PROJET DE BUDGET DES P.T.T.

Le secrétaire général de la Fédération C.G.T.-P.T.T., M. Louis Vianetti, a déposé, au cours d'une conférence de presse, « l'absence totale de concertation, le secret des arrières, le caractère arbitraire de certaines décisions de portée grave » dans l'élaboration du budget P.T.T., rappelant, selon lui, des « pratiques antérieures » au 10 mai.

M. Vianetti a relevé notamment que le projet 1982 prévoit le créneau de 5 600 emplois supplémentaires et la suppression de 10 000 emplois dans les P.T.T. d'ici à fin 1982.

### TOURISME EN FORÊT DE SAOU (DROME)

Les 2 500 hectares de la forêt de Saou (Drome), particulièrement riche pour la faune et la flore, et fréquentée par les amateurs d'altitude, viennent d'être achetés par son filiale de la Société générale. Elle aurait été payée, selon les estimations des Services de l'agriculture, entre 22 et 32 millions de francs. L'importance de cette somme a provoqué une certaine émotion dans la région, car on

se demande si l'acquéreur ne nourrit pas des projets d'exploitation touristique.

La commune de Saou entend que la forêt ne soit pas soumise à d'importants jeux de tourisme et qu'elle ne soit pas non plus fermée au public. M. Maurice Pic, sénateur (P.S.) de la Drome et président du conseil général, a fait remarquer que cette acquisition s'était faite sans qu'aucune autorité ne soit informée. — (Corresp.)

### VA-T-ON INTERROMPRE L'AMÉNAGEMENT DE LA LOIRE ?

M. Jean Ruyet, député non inscrit et maire de Tours, lors de la réunion du comité de bassin Loire-Bretagne à Orléans, le lundi 26 octobre, est intervenu vigoureusement pour que le nouveau gouvernement poursuive l'œuvre d'aménagement de la Loire et de son bassin. Le maire de Tours, appuyé par tous les membres du comité, a demandé que des crédits d'étude soient inscrits dans le plan intermédiaire pour la continuation du programme.

Actuellement, un seul grand barrage-réservoir est construit, à Nausseau, en Loire, un deuxième à Villers, en amont de Roanne dans les gorges de la Loire, sera achevé en 1982, mais aucun autre ouvrage n'a été mis en chantier. Les five-

rairie, depuis la publication du rapport Chapon (Le Monde du 13 mars 1980), réclament la réaffectation de crédits sur chacun des gros affluents de la Loire, l'Allier, le Cher, la Vienne, et de deux autres sur le fleuve, l'un en amont de Nantes et un dernier en Haute-Loire pour éviter que les inondations catastrophiques de l'été passé ne se reproduisent. — (Corresp.)

### POUR LES CAFÉS

M. Alain Mayoud, député U.D.F. du Rhône, lance une campagne pour le maintien des cafés qui tendent à disparaître dans le milieu rural.

Sa proposition du loi demande l'abrogation de l'article L. 43 du code des communes, qui interdit d'ouvrir des débits de boissons à proximité de certains édifices, comme les églises ou les écoles.

M. Mayoud explique : « Il faut mesurer toute l'importance pour une commune rurale de l'absence provoquée par la fermeture éventuelle de l'unique café. Dans nos villages, les cafés sont les lieux de rencontre naturelle des habitants. Toute disposition qui tend à les supprimer ne peut donc que conduire à intensifier le phénomène de désertification rurale, déjà par trop grave dans de nombreuses régions ».

**QUALITE**

**La Classe Affaires Europe: un cadre pour les cadres.**

La Classe Affaires Europe a séduit les hommes d'affaires. Des attentions particulières au sol leur font gagner un temps précieux : enregistrement séparé, choix du siège, embarquement privilégié. En vol, un compartiment leur est réservé, à l'avant de l'appareil et le service des journaux, des boissons et des repas leur est offert par un personnel attentif. Avec la Classe Affaires Europe, Air France offre aux hommes d'affaires un service de qualité au meilleur prix sur les vols de courte durée. Les grands voyageurs européens y ont déjà pris place. Rejoignez-les.

**AIR FRANCE**

**LE VOYAGE QU'IL VOUS FAUT.**

Le Monde

## URBANISME

### M. Quilliot veut

Créer les conditions de la grande architecture, M. Quilliot veut en priorité dans les collectivités locales, abolir le conseil architectural des exco du règlement des exco des mairies, et selon des modes et les autres publics. Ses syndicats la tâche

« Il ne saurait y avoir, selon le président de la République, de « grande politique » pour la France sans une grande architecture qui marque son époque. Ces propos ont été rapportés, à l'issue du conseil des ministres du mercredi 28 octobre par M. Pierre Bérégovoy, secrétaire général de l'Elysée. M. Mitterrand a aussi constaté que « les grands modèles d'architecture ont souvent été recherchés à l'étranger », et il souhaite qu'un effort national soit entrepris pour que « chacun retrouve le goût du beau ».

Le discours n'est pas nouveau. M. Valéry Giscard d'Estaing ne disait pas autre chose, à l'UNESCO, en décembre 1977, dans une interview au Nouvel Observateur, en septembre 1980. La différence porte sans doute sur la nature de cette « grande architecture » que les présidents, l'un après l'autre, appellent de leurs vœux.

Depuis quelques années, en effet, on parle d'architecture, eu égard du cercle restreint des professionnels. On en parle beaucoup, dans les écoles, dans les concours. Et parfois, on en fait ici et là, des bâtiments donnent à espérer un renouveau de la création, née d'une sagesse de l'inspiration, nourrie de retrouvailles avec l'histoire. Sans cesser de tous les jours du post-modernisme, qui a tué moins le mérite de précéder que la tyrannie moderniste est ébranlée, les architectes font enfin preuve d'imagination et de fantaisie. Ce qu'ils attendent des pouvoirs publics, c'est un peu de confiance, d'encouragement, de suite dans les idées : des clairs

MICHEL CHAMPENOIS.

**Le Monde**

Au sommaire:  
**L'ÉCHEC-VITR**  
La vente par  
Mas e succès  
Enquête  
**RAY**  
ET LE  
Le rire est la pl  
Interview

**dépa**

Depuis 197  
importantes  
250 hectare  
crédits prom  
grands parc  
restants de p  
Aménager  
German à l'  
un an. Le dé  
du parc de l'  
du parc des  
cinq hectare  
57 hectares

سكزا من الأصل



# Le Monde

## équipement

### URBANISME

#### M. Quilliot veut mettre fin à la « censure » des permis de construire

Créer les conditions d'une architecture qui traduise la force du projet social et s'exprime au premier chef dans les bâtiments publics. Rendre aux collectivités locales leur responsabilité dans ce domaine. Abolir la censure et encourager le conseil architectural. Libérer les architectes des excès du règlement et leur permettre d'écouter selon des modes divers, et notamment dans les ateliers publics. Supprimer l'ordre et rendre aux syndicats la tâche de défense et de repré-

sentation de la profession. Réformer, enfin, l'enseignement. La politique architecturale du gouvernement, telle que M. Roger Quilliot, ministre de l'Urbanisme et du logement, la présente au conseil des ministres du 28 octobre et commente pour la presse, le jeudi 28, est ambitieuse. Tous les éléments qui pesaient diversément sur la qualité finale de l'environnement bâti sont : abolis et, pour certains, de nouveaux textes de loi seront nécessaires.

En quelques « banales limitations », M. Quilliot a évoqué le rôle symbolique de l'architecture. C'est la « grande bâtisse » qui, selon lui, « a été la plus satisfaisante » et « la plus représentative de l'évolution de la société ». Les bâtiments marquent durablement l'expression d'un pouvoir ou d'une loi. La III<sup>e</sup> République l'a fait, selon lui, plus nettement que les autres.

Suivent que la « période gaullienne » a été marquée par la construction du quartier de la Défense, le ministre estime que, après le « néo-classicisme », le pays se trouvait à une « charnière ». Une question, selon M. Quilliot, est de savoir si la collectivité nationale ne peut se dédouaner de l'architecture à charge de « légitimer d'une période nouvelle et forte de notre histoire ».

● **UN SECTEUR PILOTE DANS L'HABITAT SOCIAL.** Tout en étudiant la suppression des règles techniques « superflues ou inutiles » qui sont une « obstacle inutile » à la création architecturale, et en aidant les architectes et les maîtres d'ouvrage à passer outre, à être expérimentaux, à certaines normes, l'Etat devra « organiser concrètement pour faire passer à la commande publique un rôle moteur ». Sans attendre les propositions en ce sens de M. Jean Miller (Le Monde du 28 octobre), un « secteur pilote » vient d'être créé pour l'habitat social : vingt mille logements chaque année bénéficieront d'une aide renforcée (100 millions de francs en 1982) et le palmarès triennal (donné par le précédent gouver-

nement) sera proclamé chaque année. ● **DÉCENTRALISATION ET CONTRÔLE ARCHITECTURAL.** Au moment où il affirme l'importance de l'architecture, le pouvoir central se prépare aussi à confier, ou à rendre, cette responsabilité aux collectivités locales. Celles-ci doivent, selon M. Quilliot, « élaborer un projet, un projet qui permette en compte cette dimension de la fabrication des documents d'urbanisme, afin d'alléger ensuite le contrôle architectural qui serait ainsi « rationalisé » et des règles d'habitat de l'habitat sous la responsabilité des élus ».

Très préoccupé par le « dévoiement » qui pourrait résulter de la décentralisation, M. Quilliot estime que celle-ci « ne peut pas en les effets positifs qui pourraient assurer sa pertinence ». Dans la mesure où le contrôle n'a pas pu, il faut, estime M. Quilliot, donner sa chance à la « liberté », et passer du contrôle au conseil. « J'ai commencé à prendre la parole en disant une lettre aux directeurs de l'équipement, qui ont été étonnés d'apprendre que le projet demandait de « laisser à l'application des documents d'urbanisme et des règlements techniques, l'application des documents d'urbanisme et des règlements techniques, qui peuvent être mesurés et d'être moins interventionnistes sur les éléments subjectifs ».

● **L'avis du chef cantonnier.** Fort d'une longue expérience d'élus locaux, le ministre cite plusieurs anecdotes parfois caractéristiques qui témoignent des excès et de l'inefficacité d'une administration. Sur le terrain, c'est plus souvent, selon M. Qui-

### TRANSPORTS

Rencontre franco-britannique à Londres

#### CONCORDE TOUJOURS EN SURSIS

Comme cela avait été décidé lors du dernier sommet franco-britannique, M. Norman Lamont, secrétaire d'Etat britannique pour l'Industrie, et Charles Fiterman, ministre français des Transports, se sont rencontrés le 28 octobre à Londres pour parler de plusieurs dossiers intéressant les deux pays.

Concorde — L'avenir du super-sonique construit en commun par les deux pays et exploité par chacun d'eux n'est pas menacé dans l'immédiat. Les ministres sont convenus de continuer les études sur l'exploitation de l'appareil et de se rencontrer à nouveau en temps utile pour en tirer ensemble les conclusions. Il s'est également convenu que le programme d'économie mis au point par leurs services et ils ont demandé que l'effort entrepris pour la réduction des coûts soit poursuivi dans tous les domaines avec la détermination nécessaire.

Arbus. — Les ministres ont également discuté les projets relatifs dans l'évolution du programme Airbus A320. Ils ont réaffirmé leur conviction de l'importance de ce programme et ont pris note des propositions qui leur ont été faites par leurs industries respectives et par Airbus Industrie. Une discussion est attendue dans les prochains mois. Transat sous la Manche. — La France et la Grande-Bretagne ont décidé de conduire le plus rapidement possible les études conjuguées sur la liaison fixe Transmanche, sans autre précondition. Le « groupe directeur » franco-britannique créé au sommet entre Mme Thatcher et M. François Mitterrand lors du dernier sommet franco-britannique, et qui a été chargé de mener les études sur ce projet, se réunira désormais tous les quinze jours, alternativement à Paris et à Londres.

#### M. Michel Rocard précise les nouvelles orientations de la politique de la montagne

De notre correspondante

Toulouse. — M. Michel Rocard, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, après avoir visité le Languedoc-Roussillon, le 28 octobre, a rencontré les milieux socio-économiques de la région Midi-Pyrénées et a été reçu par le préfet de la région, M. Rocard, le 30 octobre.

La première étape de M. Rocard a été pour l'Anjou, à Saumur, à l'occasion de la naissance du Comité interrégional de développement et d'aménagement des Pyrénées. Le CIDAP, cet organisme redonné vie à ces montagnes grâce à une planification démocratique (tous les Pyrénéens pourront donner leur avis) et à l'aide financière du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR).

Le ministre a rappelé que le plan interministériel de deux ans propose des orientations pour une nouvelle politique de la montagne. Les efforts porteront sur l'installation des jeunes agriculteurs, sur une meilleure exploitation de la forêt et sur le régime des prêts à l'habitat et aux petites communes.

recherches (CERT) dans le complexe universitaire de Rangueil, symbole de l'innovation technologique dans une région pourtant dévalorisée.

Le voyage s'est terminé dans le Gers, un département frappé par l'exode et la faiblesse de son économie. « Le département le plus agricole de France », a dit le président du conseil général, député et maître d'œuvre, le docteur Jean Labadie (P.S.), qui a accueilli M. Rocard en ces termes : « Tout est en jeu pour nous, attendons. La décentralisation donnera à chacun l'équité des chances, vous êtes le ministre de l'avenir ».

Le budget de 1982 prévoit une enveloppe de trois cents millions de francs qui sera mise à la disposition des trois régions du Sud-Ouest.

M. Rocard a précisé sa philosophie de cette décentralisation : « Il ne s'agit pas d'abandonner la direction centrale d'un grand Etat pour prendre en charge l'animation économique de vingt-deux régions ».

CATHERINE LAURENS.

## Le Monde DE L'EDUCATION

numéro de novembre

### LES ENSEIGNANTS SONT-ILS DES PRIVILÉGIÉS ?

#### LES AVATARS DE LA TÉLÉ À L'ÉCOLE

#### LE RENOUVEAU DU COMPAGNONNAGE

En vente partout : 9 F

### TÉLEX PARTAGÉ

ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 03 345 21 62

## Le Monde

À la somme du prochain numéro :

#### LÈCHE-VITRINES SUR CATALOGUE

La vente par correspondance a le vent en poupe. Mais le succès est parfois difficile à digérer.

Enquête de Béatrice d'Erceville

#### RAYMOND DEVOS ET LE MYSTÈRE DU RIRE

Le rire est le plus noble invention de l'homme.

Interview de Jean Mandelbaum

### STAGES D'ANGLAIS à OXFORD

Formation continue toute l'année, tous niveaux

**OXFORD**

Oxford English School of English

21, rue Théophraste Renaudot 75015 Paris - Tél. (1) 533.15.02

mise en vente

## 15.000 TAPIS D'ORIENT

accompagnés de leur

CERTIFICAT D'ORIGINE - CREDIT GRATUIT immédiat sur demande

Ouvert tous les jours, DIMANCHE INCLUS, à partir d'aujourd'hui de 10 à 19 h dans les entrepôts

COMPTOIR FRANCE ORIENT - 15 RUE DIEU - 75010 PARIS Métro République Tél. : 239.32.00

OUVERT LE 1<sup>er</sup> NOVEMBRE

## LES HAUTS-DE-SEINE département pilote pour la qualité de la vie

Depuis 1971 le Conseil Général des Hauts de Seine consacre des sommes importantes à l'amélioration du cadre de vie et à la création d'espaces verts : 250 hectares supplémentaires. Dans les cinq années à venir, il consacrera des crédits prioritaires à la sauvegarde des parcs existants, à l'aménagement de grands parcs, à la création de squares de quartier, à la multiplication des terrains de sports, à la réhabilitation des îles de la Seine.

**Aménager 6 grands espaces verts.** Le superbe parc de l'Île Saint-Germain à Issy-les-Moulineaux-Boulogne est ouvert au public depuis un an. Le département poursuit l'aménagement de la Vallée aux Loups, du parc de Charentaises à Villeneuve-la-Garenne-Gennevilliers qui sera ouvert prochainement. Enfin, il va équiper le nouveau grand parc de l'Ouest, les 87 hectares des Haras de Jardy, en installations de tennis et d'équitation populaire.



**Sauvegarder les parcs existants.** Des travaux seront entrepris au parc de Sceaux, dans les Jardins Albert Kahn, au parc du Mont Valérien, aux Etangs de Villeneuve à Mantes-la-Coquette et Garches, à l'Étang Colbert, au parc Henri-Sellier. **Sauver la Seine.** Le département s'est doté d'un bateau pour nettoyer la Seine, le Balanon. D'importants travaux vont être consacrés à la réhabilitation des berges de la Seine et des îles de la Jatte, des Chiens... **Créer des squares de quartier.** Plus de 100 seront entrepris par les communes. Le Conseil Général subventionnera les petits squares de quartier, en particulier dans les quartiers déshérités. **Réaliser des terrains de sports.** Le département manque de terrains de grands jeux (vingt terrains de rugby et trente de football). Des terrains seront acquis à Gennevilliers et aux Haras de Jardy. **Ouvrir une seconde maison de la nature.** Après le succès de la Maison de la Nature de Boulogne, une seconde maison sera ouverte.

## grace au plan quinquennal le conseil général des hauts-de-seine prépare l'avenir

Seul en France, le Conseil Général des Hauts-de-Seine s'est doté depuis 1971 de deux plans quinquennaux d'investissement, pour maîtriser et programmer l'évolution du département.

Un troisième plan, également établi et présenté par Roger Prévot, Président de la Commission Départementale, vient d'être adopté par le Conseil général, réuni sous la Présidence de Jacques Baumel.

- Le prix de référence du pétrole brut passe de 32 à 34 dollars le baril
- Pas d'augmentation d'ici au 31 décembre 1982

## Vers un retournement du marché

# ÉTRANGER OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

## LES DIFFICULTÉS DE L'ÉLARGISSEMENT DE LA C.E.E.

### La Grèce est contrainte de freiner ses exportations de textiles vers la France

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — La Grèce devra modérer, au cours des trois prochains mois, ses exportations de fils de coton peigné vers la France. La Commission l'a décidé, le 28 octobre, à la suite d'une requête présentée dans ce sens par Paris, en raison de difficultés rencontrées par l'industrie française.

Les contraintes ne vont pas toutefois aussi loin, tant qu'il s'agit — ce qui est le cas — des exportations grecques de fils de coton peigné vers la France ne pourront pas excéder 300 tonnes pour chacun des deux derniers mois de 1981 et 600 tonnes en janvier. Les Français s'indignent de voir que ces exportations soient plafonnées tout au long de 1982. La Commission n'aime pas les entraves au libre commerce. — à la libre circulation à l'intérieur de la C.E.E. En outre, elle est soucieuse de mener un nouveau gouvernement grec — déjà réticent à l'égard de la Communauté. Alors, elle choisit de prendre une décision minimale avec l'idée que la France et la Grèce devraient mettre à profit les trois prochains mois pour trouver un arrangement amiable.

## Autofinancement

Selon les Français, les importations en provenance de Grèce ont augmenté de 20 % en 1980, ce qui a entraîné une augmentation de 30 % de leur progression dépassera sensiblement 30 % en 1981. Dans le même temps, l'activité de l'industrie française de fils de coton peigné, qui emploie quatre mille trois cents personnes — pour l'essentiel dans le nord de la France, — a

## Le Liechtenstein combat l'emprise helvétique

De notre correspondant

Berne. — Les Suisses ne plaignent pas de la surpopulation étrangère. Aujourd'hui, c'est au tour du Liechtenstein de s'élever contre l'emprise helvétique. Sur les 26.000 habitants que compte cette petite principauté, environ 20.000 sont de nationalité suisse. Les importations de la Confédération en l'année 1980, 9.400, soit 36 %, sont des étrangers, dont près de la moitié des Suisses.

Préoccupé par cette situation qui mène à une véritable « pléthore » de la population, le gouvernement liechtensteinois a décidé de prendre des mesures restrictives à l'égard des étrangers. Le Liechtenstein a également chargé de sa représentation diplomatique et consulaire à l'étranger.

Libre circulation conclu en 1958, d'après la nouvelle réglementation en vigueur depuis le 19 octobre, les ressortissants des deux pays auront besoin d'une autorisation pour s'installer dans l'autre. Jusqu'à présent de nombreux Suisses avaient profité des facilités qui leur étaient offertes pour s'établir dans ce paradis fiscal qu'est le Liechtenstein. Pour quelques-uns, il s'agissait de se soustraire à leurs obligations militaires. En l'absence, le Liechtenstein fait partie du système douanier helvétique et a adopté le franc suisse comme monnaie officielle. La Confédération est également chargée de sa représentation diplomatique et consulaire à l'étranger.

J.-C. B.

## Brésil

Un consortium de banques vient de mettre à la disposition du Brésil un important prêt de 120 millions de dollars pour l'aider à financer divers projets devant être réalisés en grande partie avec du matériel soviétique. L'industrie britannique annonce le 28 octobre la Lloyd's Bank International qui a organisé l'opération. Ce prêt sera garanti, à concurrence de 20 millions de dollars, par le service officiel britannique d'assurance-crédit à l'exportation, dans le cadre du protocole d'accord financier anglo-brésilien signé le 28 octobre à Londres. Le prêt doit être réparti de la manière suivante : 20 millions de dollars pour l'achat de navires marchands britanniques et de navires de commerce ; 20 millions de dollars pour la conversion du

matériel en charbon de la centrale électrique de Santa-Cruz ; 100 millions de dollars pour l'exploitation de la mine de charbon de Bombril ; 20 millions de dollars pour l'achat d'équipements destinés à la construction au Brésil de centrales destinées aux forces navales brésiliennes ; 140 millions pour la construction d'un système de transport urbain à Recife. — (A.F.P.)

## R.F.A.

Le coût de la vie continue d'augmenter de 0,40 % en octobre contre 0,30 % en septembre, annonce l'Office fédéral de statistiques, sur la base de données encore provisoires relatives au milieu de mois. Pour les douze derniers mois la déflation, à l'exception de 0,30 % contre 0,50 % le mois précédent.

J.-C. B.

## Hilton étonne.



Au pied de la Tour Eiffel : Hilton, un hôtel qui étonne. Minuit, le tout Paris est en berne du "Joli de Paris", une délicate et Honey Dew en compagnie de personnalités en vue. Pour Madame : la carte des cocktails dans le bar du Golden Cadillac. Le saumon fumé d'Écosse s'y grignote entre deux dames. L'orchestre se la face à la plus célèbre tour du monde. Cocktail corner : ambiance feutrée, boissons inépuisables.

Au Hilton : des petites et grandes surprises qui étonnent.

Hilton International Paris  
18, av. de Suffren 75740 Paris cedex 15  
01-572.80.00

J.-C. B.

## VENTE JUDICIAIRE DE FONDS DE COMMERCE

Le Tribunal de Commerce de Paris a décidé de vendre le mercredi 18 novembre 1981, à 10 h. 30, à l'audience des Prises en Possession de l'Immeuble de la Principauté de Monaco, au Palais de Justice, rue du Colonel-Bellando-de-Courcel, à Paris, un fonds de commerce de restauration au plus offrant. FABRICATION, VENTE, LOCATION, INSTALLATION. CESSATION DE BREVET POUR LES PLANS INDICATEURS ou autres opérations pouvant se rattacher directement à cet objet, s. 5, av. Princesse-Alice, MONTE-CARLO. MISE A PRIX : 515.000 FRANCS. Outre les charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges, pour tous renseignements s'adresser au Commissaire-Priseur, M. J. NICOLAS, 25, rue de Valenciennes, 75011 PARIS.

Bernes (A.F.P.). — Le Conseil fédéral (gouvernement) a décidé de reconnaître pour un an, à partir du 1er novembre, l'ordonnance limitant le nombre des étrangers travaillant en Suisse. Au 31 août, 801 682 étrangers résidaient en Suisse (14,20 % de la population totale), soit 10 % de plus qu'à la fin de 1980. Près de 600 000 étrangers ont obtenu un permis permanent, près de 200 000 autres d'un permis annuel.

L'économie suisse souffre actuellement d'un manque de main-d'œuvre. Le nombre des chômeurs demeure donc inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

## VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice d'YVELYNE (Essonne)

Le Tribunal de Commerce de Paris a décidé de vendre le mercredi 18 novembre 1981, à 10 h. 30, à l'audience des Prises en Possession de l'Immeuble de la Principauté de Monaco, au Palais de Justice, rue du Colonel-Bellando-de-Courcel, à Paris, un fonds de commerce de restauration au plus offrant. FABRICATION, VENTE, LOCATION, INSTALLATION. CESSATION DE BREVET POUR LES PLANS INDICATEURS ou autres opérations pouvant se rattacher directement à cet objet, s. 5, av. Princesse-Alice, MONTE-CARLO. MISE A PRIX : 515.000 FRANCS. Outre les charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges, pour tous renseignements s'adresser au Commissaire-Priseur, M. J. NICOLAS, 25, rue de Valenciennes, 75011 PARIS.

Bernes (A.F.P.). — Le Conseil fédéral (gouvernement) a décidé de reconnaître pour un an, à partir du 1er novembre, l'ordonnance limitant le nombre des étrangers travaillant en Suisse. Au 31 août, 801 682 étrangers résidaient en Suisse (14,20 % de la population totale), soit 10 % de plus qu'à la fin de 1980. Près de 600 000 étrangers ont obtenu un permis permanent, près de 200 000 autres d'un permis annuel.

L'économie suisse souffre actuellement d'un manque de main-d'œuvre. Le nombre des chômeurs demeure donc inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.

Le contingent pour les autorisations annuelles de salarier demeure inchangé jusqu'en octobre 1981. Les ressortissants étrangers ne sont pas revendus, mais le contingent pour les jeunes « stagiaires » autorisés à travailler pendant moins d'un an passe de 8 000 à 11 000, ce qui devrait résoudre les problèmes de main-d'œuvre et de santé publique.







